

AUGMENTATIONS SALARIALES, SÉCURITÉ SOCIALE, EMPLOI...

Les efforts de l'État mis en avant

Depuis 2020, l'Algérie a entrepris une série de réformes économiques et sociales visant à améliorer les conditions de vie de ses citoyens et à stimuler son développement économique. Ces mesures, qui bénéficient à une large part de la population, notamment les travailleurs, les familles et les retraités, constituent des leviers importants pour construire une société plus équitable et résiliente. Parallèlement, ces réformes visent à moderniser le système de sécurité sociale, réduire le chômage et encourager l'entrepreneuriat. P 3



RENTÉE PROFESSIONNELLE **261 000 places pour des métiers d'avenir**

La rentrée professionnelle (session février) a été marquée par le lancement d'un système innovant et totalement dématérialisé pour l'inscription et la gestion des formations professionnelles. Pour le directeur général de l'Institut national de l'enseignement et de la formation professionnels, Farouk Dassa, pour cette rentrée, prévue le 23 février 2025, plus de 261 000 places de formation sont proposées, réparties sur différents modes de formation professionnelle, afin de répondre aux attentes et aux besoins des jeunes dans divers domaines professionnels.

P 2

SOINS À L'ÉTRANGER **« L'Algérie n'a aucune dette envers les hôpitaux français »**

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a clarifié une question importante concernant les soins médicaux des Algériens à l'étranger. Dans une interview accordée à la presse, il a affirmé que l'Algérie ne possède aucune dette envers les hôpitaux français, réfutant ainsi les rumeurs persistantes relayées par certains médias. Cette déclaration intervient alors que des débats persistants sur ce sujet continuent de circuler dans les médias.

P 3

ÉNERGIES RENOUVELABLES **La société allemande «Bosch» s'intéresse au marché algérien**

Dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne dans le secteur des énergies renouvelables, Nourredine Yassa, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargé des énergies renouvelables, a reçu hier une délégation de la société allemande Bosch, conduite par Markus Thiel, président pour l'Afrique. Cette rencontre, qui s'est tenue au siège du ministère de l'Énergie, a réuni plusieurs cadres du ministère afin d'examiner les opportunités d'investissement et de partenariat dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables.

P 5

ASSURANCE AUTOMOBILE

Digitalisation prochaine des déclarations d'accidents P 5

LE PDG DE SONELGAS EN VISITE DE TRAVAIL EN ÉGYPTÉ

Le renforcement de la coopération énergétique au menu P 5

4^e SALON INTERNATIONAL "BATISUD"

Plus de 60 exposants présents à Ouargla P 2

4° SALON INTERNATIONAL "BATISUD"

Plus de 60 exposants présents à Ouargla

Plus de 62 exposants prennent part à la 4ème édition du Salon international du bâtiment, des Travaux publics et des installations pétrolières dans le Sud "Batisud", ouvert samedi à Ouargla, ont indiqué les organisateurs. Ces participants représentent des compagnies et entreprises nationales et étrangères opérant dans plus de 30 activités de production de matières et de services liés aux domaines du bâtiment, de l'aménagement et l'équipement et des installations pétrolières. Il s'agit, entre-autres entreprises, de la société nationale de génie civil et du bâtiment (ENGCB, relevant du groupe Sonatrach), qui expose des échantillons de produits innovants, économes en énergie et en eau et amis de l'environnement, adoptés dans le bâtiment, l'aménagement, l'équipement et les installations d'irrigation. Dans ce cadre, M. Aziz Mahiou, représentant d'une briqueterie, filiale du Groupe Benhammadi (Bordj Bou-Arredj), présentant des briques de haute qualité, a affirmé la "disposition" de son entreprise à mettre sur le marché ses produits, en plus d'accompagner et former ceux désirant réaliser leurs constructions avec ce produit ami de l'environnement, économique (temps et coûts) et résistant aux chocs sismiques. "Cette manifestation économique constitue un important cadre pour vulgariser, auprès des autorités locales et des privés, cette nouvelle technique dans le domaine de la construction et l'adoption de ce procédé largement disponible dans le pays", a assuré le même responsable. Le Salon "Batisud" (8-11 février) est initié par l'entreprise "Souf-Foire", avec le concours du groupe Sonatrach, sous le patronage du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, ainsi que du Wali d'Ouargla.

RENTREE PROFESSIONNELLE

261 000 places pour des métiers d'avenir

La rentrée professionnelle (session février) a été marquée par le lancement d'un système innovant et totalement dématérialisé pour l'inscription et la gestion des formations professionnelles. Pour le directeur général de l'Institut national de l'enseignement et de la formation professionnels, Farouk Dassa, pour cette rentrée, prévue le 23 février 2025, plus de 261 000 places de formation sont proposées, et réparties sur différents modes de formation professionnelle, afin de répondre aux attentes et aux besoins des jeunes dans divers domaines professionnels

Par Réda Hadi

Ce responsable a souligné que la formation professionnelle est devenue une partie essentielle de la stratégie de développement national, car elle offre aux jeunes de grandes opportunités de s'engager dans des métiers spécialisés et de faire face aux défis économiques à venir. Dans une déclaration à la radio nationale « Chaîne I », Farouk Dassa a précisé que les inscriptions pour la session de février 2025 ont débuté le 12 janvier dernier et se poursuivront jusqu'au 15 février en cours. Les jeunes peuvent s'inscrire en ligne via la plateforme numérique « Takwine », lancée le 9 janvier, qui repose sur un réseau entre le secteur de l'éducation nationale et le ministère de l'Intérieur. Autre nouveauté majeure, l'introduction du certificat final électronique qui permettra de faciliter la vérification des qualifications obtenues par les stagiaires, éliminant ainsi la

nécessité des certificats temporaires. Le responsable a également expliqué que le secteur de la formation des professionnels a travaillé pour offrir un éventail de spécialisations correspondant aux exigences du marché de l'emploi et aux évolutions de l'économie nationale. Dans ce contexte, il a révélé que plus de 19 % de l'ensemble des offres de formation sont consacrées à l'industrie, plus de 9 % au secteur du numérique, 11 % à la construction, et que l'agriculture, en tant que secteur stratégique, a bénéficié de 10 % de l'ensemble des offres. De plus, les métiers de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme ont obtenu 15 % de l'ensemble des offres, tandis que les métiers de l'électricité ont reçu 6 %. Le même responsable a indiqué que de nouvelles spécialisations ont été ajoutées à cette session, telles que assistant en mécanique aéronautique, re-

cyclage des déchets organiques, cultures spécialisées comme les fraises, la vigne et le raisin, ainsi que la distribution de produits pharmaceutiques, qui a été étendue cette session à la wilaya de Bechar après avoir été limitée aux wilayas de Constantine, Oran, Blida et Bouira lors de la session de septembre. En outre, certaines spécialisations populaires auprès des jeunes, telles que la mécanique, l'électronique et l'électricité automobile, sont également proposées.

Des opportunités pour les groupes spécifiques

Concernant la part réservée aux personnes ayant des besoins spécifiques dans les offres de formation, Dassa a révélé que 425 places pédagogiques sont allouées à cette catégorie pendant la session de février, réparties sur 5 centres de formation spécialisés dans les wilayas de Skikda, Boumerdès, Relizane, Alger et La-

ghouat. Ces centres sont adaptés aux types de handicap et proposent des spécialisations comme l'informatique en braille, la broderie et la couture, le jardinage, ainsi que les télécommunications et l'informatique. Dans le même contexte, celui-ci a précisé que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnel vise toutes les catégories sociales, y compris des groupes spécifiques. Parmi ceux-ci, 15 000 places sont réservées pour les détenus des établissements pénitentiaires, en fonction de leurs souhaits exprimés, 15 000 places pour les femmes au foyer, 8 000 pour les femmes en milieu rural et 11 000 pour des cours du soir. Dassa a ajouté que plus de 60 000 places de formation ont été offertes aux bénéficiaires de l'allocation de chômage, afin de les former et de leur fournir les compétences nécessaires à la création et au développement d'entreprises émergentes.

SALON DE L'EMPLOI ET DE L'ENTREPRENEURIAT

Rapprocher la formation du monde de l'entreprise au cœur des préoccupations

Par R E.

La 19e édition du Salon de l'emploi, de la formation continue et de l'entrepreneuriat, qui a débuté samedi, suscite un vif intérêt de la part des exposants, notamment des entreprises économiques cherchant à établir des liens avec les centres de formation et les porteurs de projets, afin d'accompagner les innovateurs dans la concrétisation de leurs initiatives. Organisé du 8 au 10 février sous le thème "Intégration de l'intelligence artificielle dans les entreprises et les organisations : Enjeux et perspectives", l'événement réunit au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria plus de 70 exposants, représentant des entreprises publiques et

privées, des startups, des incubateurs d'entreprises, des clubs scientifiques, ainsi que diverses institutions chargées de soutenir l'entrepreneuriat et l'innovation, attirant une affluence notable de visiteurs. Le commissaire du Salon et conseiller du directeur général de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET), Rafik Dalibey, a affirmé à l'APS que "cet événement constitue une opportunité pour proposer des solutions au marché de l'emploi, notamment en ce qui concerne les métiers de l'intelligence artificielle". Le Salon accueille également un concours dédié aux porteurs de projets innovants, axé sur l'élaboration du meilleur business plan.

Trente projets y participent, dont 11 ont été sélectionnés pour concourir lors de l'événement, a-t-il précisé, ajoutant qu'un jury évaluera les projets et désignera les trois meilleurs. Au niveau du stand de Cosider Travaux publics, qui attire un grand nombre de visiteurs, le responsable de la formation au sein de l'entreprise, Hassan Mekhtour, a souligné que la participation de Cosider permet de rester en contact avec les établissements de formation, de suivre les offres disponibles et de collecter les CV des demandeurs d'emploi, même en l'absence de postes vacants, afin de constituer une base de données pour d'éventuels recrutements. De son côté, la Société nationale des transports ferroviaires

(SNTF) propose des offres d'emploi dans divers postes à travers le pays et permet aux visiteurs de soumettre leurs CV numériquement en scannant un code QR. La SNTF est représentée par deux de ses filiales spécialisées dans la formation, dans le but de faire connaître ses offres et ses méthodes de recrutement, afin d'attirer de nouveaux employés, dont certains pourront suivre des périodes de formation au sein de l'entreprise avant d'entamer leur activité effective, a indiqué Sofiane Kebouchi, responsable de la gestion du personnel à la direction générale de la SNTF. Les incubateurs d'entreprises cherchent, quant à eux, à créer des liens entre les porteurs de projets et les entreprises.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AUGMENTATIONS SALARIALES, SÉCURITÉ SOCIALE, EMPLOI...

Les efforts de l'Etat mis en avant

Depuis 2020, l'Algérie a entrepris une série de réformes économiques et sociales visant à améliorer les conditions de vie de ses citoyens et à stimuler son développement économique. Ces mesures, qui bénéficient à une large part de la population, notamment les travailleurs, les familles et les retraités, constituent des leviers importants pour construire une société plus équitable et résiliente. Parallèlement, ces réformes visent à moderniser le système de sécurité sociale, réduire le chômage et encourager l'entrepreneuriat.

Par Mourad A.

Dans ce contexte, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a souligné lors de son intervention sur la chaîne privée « Ennahar TV » l'importance de ces réformes pour l'avenir du pays : « Ces mesures visent à redonner de l'espoir à nos concitoyens et à leur offrir des opportunités réelles pour améliorer leur quotidien. Nous nous engageons à soutenir les travailleurs et les familles algériennes dans leur parcours, tout en promouvant un environnement économique dynamique ». L'un des points phares de cette politique d'amélioration des conditions de vie est l'augmentation des salaires. En effet, depuis 2020, les salaires ont été revalorisés de 47%, bénéficiant ainsi à 2,8 millions de familles algériennes. Cette hausse significative ne se limite pas aux salaires, mais concerne également les pensions et allocations sociales, qui ont progressé de 48% au cours de la même période. Ces augmentations ont un impact direct sur le pouvoir d'achat des Algériens, en particulier pour ceux ayant des revenus modestes. Dans le même esprit, le gouvernement a décidé de réduire l'impôt sur le revenu pour les salaires inférieurs à 30 000 DA, touchant environ 3 millions

de travailleurs. Le ministre a précisé : « Cette décision s'inscrit dans notre volonté de soutenir les classes moyennes et populaires. La réduction de l'impôt sur le revenu vise à alléger les charges fiscales et à renforcer le pouvoir d'achat des travailleurs algériens, notamment ceux aux revenus modestes ».

Création de 13 300 nouvelles entreprises entre 2023 et 2024

L'emploi demeure un défi majeur pour le pays, avec un taux de chômage particulièrement élevé chez les jeunes. Pour répondre à cette problématique, l'Algérie a instauré une allocation chômage, qui bénéficie aujourd'hui à 2 millions de jeunes. Parallèlement, près de 500 000 jeunes, issus de dispositifs précaires, ont été intégrés dans des emplois stables grâce à des programmes de formation professionnelle et d'accompagnement. Ces efforts se sont concrétisés par l'insertion de 71 000 bénéficiaires dans le monde du travail, contribuant ainsi à la réduction du chômage et à l'autonomisation des jeunes. Bentaleb a souligné l'importance de ces initiatives, affirmant : « L'insertion professionnelle des jeunes est une priorité pour le gouvernement. Les dispositifs que nous avons mis en place sont conçus pour accompagner ces jeunes

dans leur transition vers un emploi stable et pérenne. La formation est au cœur de cette stratégie, car elle prépare nos jeunes aux exigences du marché du travail ». Le soutien à l'emploi se manifeste également par la création d'entreprises. En 2023-2024, 13 300 nouvelles entreprises ont vu le jour, signe de la volonté de promouvoir l'entrepreneuriat. Cette dynamique s'accompagne d'une augmentation de 19% des recrutements en 2024, selon les données de l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM).

Vers une couverture sociale renforcée

Sur le plan social, l'Algérie a mis en place une série de mesures pour garantir une meilleure couverture sociale à ses citoyens. En 2023-2024, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNAS) a enregistré 13 300 nouveaux abonnés, tandis que la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non-Salariés (CASNOS) a vu ses affiliés augmenter de 11%, franchissant ainsi pour la première fois le cap du million d'affiliés. Ce renforcement de la couverture sociale, associé à des dépenses importantes (533 milliards DZD pour les soins médicaux et l'assurance maladie), permet de garantir un accès aux soins pour une large part de

la population. Les dépenses liées au remboursement des médicaments (290 milliards DZD) et aux conventions avec des cliniques et établissements spécialisés (300 milliards DZD) témoignent de la volonté d'organiser et structurer davantage le système de santé, tout en réduisant le déficit de la Caisse Nationale des Retraites (CNR) de 55% depuis 2019. À ce sujet, le ministre a déclaré : « L'amélioration de la couverture sociale est un axe essentiel de notre politique. Nous avons mis en place des mécanismes pour garantir à chaque Algérien l'accès aux soins médicaux et à une retraite décente. Nos efforts sont orientés vers une gestion plus efficace de ces fonds, tout en assurant une prise en charge de qualité ».

Un secteur souvent sous-estimé, mais crucial pour l'économie nationale, bénéficie également de cette couverture sociale accrue. Le ministre a indiqué quela caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des Secteurs du Bâtiment, des Travaux Publics et de l'Hydraulique (CACOBATPH), un organisme clé pour les travailleurs du secteur du bâtiment et des travaux publics, couvre actuellement entre 600 000 et 700 000 affiliés. Cette couverture permet d'assurer une protection sociale complète, notamment en ce qui concerne les congés payés

et le chômage intempéries. « C'est un secteur stratégique pour le développement du pays, et il était important de renforcer la couverture sociale pour ses travailleurs. La CACOBATPH offre désormais à ces derniers une sécurité dans des métiers souvent précaires et exposés », a ajouté Fayçal Bentaleb. L'Algérie a également fait des progrès notables dans la modernisation de ses services publics. Entre 120 et 127 plateformes numériques ont été mises en place pour faciliter la gestion des services sociaux et administratifs. Parmi les réformes majeures, la numérisation des services de l'ANEM et des caisses de sécurité sociale a permis de simplifier l'inscription et le suivi des allocations en ligne. De plus, une plateforme numérique intersectorielle a été développée pour coordonner les offres d'emploi et la formation, une initiative essentielle pour mieux répondre aux besoins du marché du travail. Fayçal Bentaleb a précisé : « La digitalisation de nos services représente une avancée majeure pour une meilleure gestion administrative. Grâce à ces plateformes numériques, nous facilitons l'accès aux droits des citoyens et simplifions les démarches pour l'ensemble des bénéficiaires. C'est une étape importante vers une administration plus moderne et plus réactive. »

SOINS À L'ÉTRANGER

«L'Algérie n'a aucune dette envers les hôpitaux français»

Par M. A.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a clarifié une question importante concernant les soins médicaux des Algériens à l'étranger. Dans une interview accordée à la presse, il a affirmé que l'Algérie ne possède aucune dette envers les hôpitaux français, réfutant ainsi les rumeurs persistantes relayées par certains médias. Cette déclaration intervient alors que des débats persistants sur ce sujet continuent de circuler dans les médias. Le recours aux soins médicaux à l'étranger, un sujet complexe tant sur le plan économique que politique, demeure une pratique courante pour l'Algérie. En effet, l'Algérie envoie ses patients dans plusieurs pays, tels que l'Italie, la Belgique, la Turquie et la Jordanie, afin de bénéficier de traitements spécialisés ou de soins qui ne sont pas toujours disponibles localement. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de contrats conclus avec des établissements hospitaliers étrangers, garantissant ainsi une prise en charge des patients selon

des critères précis. Toutefois, comme l'a souligné le ministre Bentaleb, cette tendance a diminué ces dernières années, avec une réduction des pathologies traitées à l'étranger, passant de six à cinq. Cette évolution témoigne non seulement de l'amélioration des capacités du système de santé algérien, mais aussi d'un investissement croissant dans le secteur sanitaire local, visant à réduire la dépendance vis-à-vis des soins étrangers. En parallèle, la question des dettes de l'Algérie envers les hôpitaux français a alimenté de vives polémiques, notamment dans certains médias français. Ces derniers ont évoqué un retard de paiement concernant les soins médicaux dispensés aux ressortissants algériens. Toutefois, ces accusations ont été vigoureusement réfutées par les autorités algériennes, qui insistent sur le fait qu'elles ont toujours honoré leurs engagements financiers. Le gouvernement algérien a notamment démenti l'existence d'une dette substantielle envers les hôpitaux français. En effet, entre 2010 et 2019, l'Algérie a versé plus de 93 millions d'euros aux hôpitaux français pour les soins dispensés à ses

ressortissants. Ce montant a continué d'augmenter entre 2020 et 2024, atteignant plus de 23 millions d'euros. Ces paiements ont été réalisés dans le cadre de conventions bilatérales, telles que la convention algéro-française de sécurité sociale, qui régit les soins de santé transfrontaliers. De plus, l'Algérie a toujours été disposée à régler ses factures, mais elle insiste sur la nécessité que les soins soient correctement justifiés. Le président, Abdelmadjid Tebboune, a précisé que le montant des arriérés relatifs aux soins médicaux ne dépasse pas 2,5 millions d'euros, un chiffre bien inférieur à celui avancé par certains médias. Face à ces tensions, l'Algérie a pris la décision de ne plus envoyer ses malades en France. Désormais, les patients algériens se rendent dans d'autres pays européens, notamment en Italie, en Belgique et en Turquie, avec lesquels des accords de coopération ont été signés pour la prise en charge des malades. Cette décision, bien qu'économique, revêt également une forte symbolique : elle marque la volonté de l'Algérie de ne plus dépendre

des structures sanitaires françaises, notamment à la suite des polémiques récurrentes sur les dettes. Le président Tebboune a d'ailleurs affirmé que cette nouvelle orientation répondait également aux "tracasseries administratives" et aux tensions politiques qui ont marqué les relations bilatérales, en particulier concernant les accusations de non-paiement. De ce fait, l'Algérie cherche à renforcer sa coopération avec d'autres partenaires européens tout en investissant dans l'amélioration de ses infrastructures sanitaires locales, afin de réduire le besoin d'évacuer ses malades à l'étranger. En parallèle, avec l'amélioration des capacités de soins en Algérie, le pays espère également diminuer son recours aux soins à l'étranger. Les autorités algériennes mettent en avant leurs efforts pour moderniser les hôpitaux locaux et renforcer la formation des professionnels de santé. Ces initiatives devraient permettre à l'Algérie de traiter une plus grande variété de pathologies sur son territoire, limitant ainsi la nécessité d'envoyer des patients à l'étranger pour des traitements.

MÉTRO D'ALGER
Réception de deux
projets d’extension
au cours du deuxième
semestre de 2026

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Lakhdar Rekhroukh, a révélé, samedi à Alger, que deux nouveaux projets d'extension du métro d'Alger seront réceptionnés au cours du deuxième semestre de 2026. Il s'agit de la ligne Aïn Naâdja-Baraki et de la ligne El-Harrach-Université des sciences et de la technologies Houari Boumediene, a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse en marge d'une réunion avec les directeurs des Travaux publics de wilayas et les cadres du secteur, qu'il a présidée sous le slogan "Evaluation et perspectives, pour des infrastructures de base plus efficaces". Il a précisé que les travaux de génie civil sur les deux lignes sont terminés, tandis que les travaux relatifs aux étapes restantes, notamment l'équipement et les systèmes, se poursuivent à un rythme soutenu, en vue de livrer les deux projets durant le deuxième semestre de 2026. La ligne El-Harrach-Université des sciences et de la technologies Houari Boumediene est la première partie du projet d'extension du métro vers l'aéroport international d'Alger. La longueur actuelle du métro d'Alger en service est de 19 km, reliant la place des Martyrs à Bachdjarah, puis s'étendant à El-Harrach ou à Aïn Naâdja. Après la mise en service de l'extension vers l'aéroport et vers Baraki, la longueur totale de la ligne atteindra 33 km. Les projets prévus permettront, à moyen terme, au métro d'Alger de s'étendre sur 90 km, a fait observer M. Rekhroukh.

PROTECTION DES ENFANTS DES DANGERS DU MÉSUSAGE D'INTERNET

Lancement d’une campagne nationale
de sensibilisation

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé, samedi à Alger, le lancement d'une campagne nationale de sensibilisation sur "la protection des enfants des dangers du mésusage d'internet". A l'occasion du lancement de cette campagne qui s'est déroulé en présence du ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, et de représentants de différentes institutions nationales et des corps sécuritaires, M. Zerrouki a indiqué que l'objectif de cette campagne était de "sensibiliser davantage les jeunes générations et les parents à l'importance de la cybersécurité et aux dangers du mésusage d'internet, notamment les jeux vidéos et les réseaux sociaux". Placée sous le thème "L'internet est un vaste océan, aidons nos enfants à naviguer en sécurité", cette campagne vise également "sensibiliser la société aux usages sûrs lors de la navigation web, à travers des orientations claires et des

comportements numériques sains, outre l'organisation d'ateliers et de cours de sensibilisation au niveau des écoles, des centres de formation, des maisons de jeunes, des écoles coraniques et des différents espaces", a précisé le ministre. Dans le même contexte, M. Zerrouki a souligné l'importance "d'approfondir la coopération avec tous les acteurs à l'effet d'immuniser l'environnement numérique national et de renforcer l'innovation et le contenu national, au service de la souveraineté nationale et du développement durable". Les activités de cette campagne se poursuivront jusqu'au 14 février, et verront la lancement d'une caravane de sensibilisation qui sillonnera plusieurs wilayas du pays, et sera ponctuée par l'organisation de conférences et d'ateliers thématiques interactifs dédiés aux enfants sur le thème de la campagne, en sus de la diffusion de programmes de sensibilisation via divers médias.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,32	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 370,00	NC	0,00	0,33	2,64	7,11	7,59	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 271,00	2270,00	-0,04	-0,14	-0,41	11,94	5,51	945	2 145 150,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,58	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-10,44	2,03	-	0	0,00

VOIES FERRÉES

Lancement du projet
de la ligne Alger-Tamanrasset
durant cette année

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a annoncé, samedi à Alger, le lancement des travaux de réalisation de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset au cours de l'année 2025. Lors d'une conférence de presse animée en marge d'une rencontre avec les directeurs des travaux publics de wilayas et des cadres du secteur, qu'il a présidée sous le thème "Evaluation et perspectives, pour des infrastructures de base plus efficaces", M. Rekhroukh a indiqué que "le projet de cette ligne reliant les wilayas du nord et du sud, auquel le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une importance capitale, sera lancé cette année". Il a, à cet égard, précisé que le projet

commencera par le tronçon reliant Boughezoul et Ksra El Boukhari "dans les prochains jours", tandis que les travaux des autres tronçons seront lancés l'année prochaine, soulignant l'importance socioéconomique de ce projet, au vu du nombre important d'investissements dans les wilayas du sud, notamment dans le secteur de l'agriculture à El Meniâa et à Adrar. S'agissant de l'avancement des travaux des lignes minières, le ministre a souligné qu'ils connaissent une cadence "accélérée", précisant que la livraison de la ligne reliant Gara Djebilet (Tindouf) à Béchar est prévue "avant les délais contractuels", probablement durant l'année en cours, tandis que la livraison de la ligne du complexe du phosphate à l'est du pays est prévue le pre-

mier semestre de 2027, soit dans les délais impartis. Répondant à une question sur le projet d'extension du port de Djen Djen (wilaya de Jijel), M. Rekhroukh a indiqué qu'un tronçon de 27km a été livré, en attendant la réception d'autres tronçons au cours de cette année et en 2026. En ce qui concerne les projets routiers, le ministre a affirmé que des travaux étaient en cours pour la réalisation d'un important programme pour la réalisation de pénétrantes autoroutières, dont celle de Batna dont les travaux s'achèveront à la fin du premier semestre 2025. Par ailleurs, la reprise des travaux de réalisation de la pénétrante de Guelma est prévue cette année, avec la programmation d'autres projets en 2026.

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Le rôle des startups mis en avant

étapes pratiques relatives au lancement et au développement de l'économie numérique, ont été passées en revue en même temps qu'a été soulignée la nécessité pour les start-ups de maîtriser les mécanismes de la transformation numérique et d'établir des passerelles de communication et de coopération avec les entreprises économiques. La transformation numérique " n'est plus une option mais un impératif économique imposé par le développement technologique et l'environnement économique mondial ", a déclaré Souhil Guessoum, expert en économie de la connaissance, avant d'ajouter que l'économie numérique est " appelée à contribuer à la création de richesses et à la relance de l'économie nationale ". Pour sa part, Mohamed Bougaa, expert en numérisation et en formation, a abordé les aspects liés aux métiers du numérique et à l'évolution professionnelle vers les métiers du digital en Algérie, en passant en revue les défis auxquels sont confrontés ceux qui souhaitent intégrer ce domaine (développement web, marke-

ting numérique et cybersécurité). Il a également prodigué des conseils pratiques et des orientations aux jeunes souhaitant embrasser des carrières dans le numérique, soulignant la nécessité d'une " formation aux compétences numériques de base pour intégrer le marché du travail numérique ". La 4ème Foire algérienne de l'entrepreneuriat, formation et économie numérique, ouverte jeudi, s'est déroulée sous forme d'ateliers et de séances de débats autour de la transformation numérique, les métiers du numérique et les domaines de formation pour maîtriser les mécanismes de développement de l'économie numérique. Cette manifestation, organisée par la boîte de communication Galaticom à l'hôtel Sheraton d'Annaba, a enregistré une affluence d'au moins 10.000 visiteurs et la participation de 90 exposants représentant des start-up, des micro-entreprises, des instituts de formation spécialisés, des organismes de financement, d'accompagnement et de formation à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprise de différentes régions du pays.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL				وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE			
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وأسعة الإستهلاك ليوم 09 فيفري 2025 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Février 2025							
Prix du détail ¹ DA / Kg				أسعار التجزئة ² دج / كـكـلـغ			
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات		
Légumes frais	Pomme de terre	76	89	62	البطاطا	خضروات مزجة	
	Tomate	96	112	80	الطماطم		
	Oignon sec	52	59	45	البصل الجاف		
	Ail sec	522	591	454	الثوم الجاف		
	Carotte	66	75	57	الجزر		
	Navet	79	88	69	لفت		
	Choux fleur	65	74	56	قرنبيط		
	Choux	84	93	74	الكورنب		
	Courgette	151	167	135	الكوسة		
	Haricot vert	348	367	329	الفاصولياء الخضراء		
Laitue	95	107	83	الفسخ			
Fruits frais	Mandarine	120	150	90	الندرين	فواكه طازجة	
	Orange	100	130	70	البرتقال		
	Citron	110	135	85	الليمون		
	Pomme locale	409	522	296	التفاح المحلي		
	Datte	530	670	390	التمر		
	Banane	445	459	431	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1761	1888	1633	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	342	353	331	الدجاج		
	Œufs (Unité)	18	19	16	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)		

ASSURANCE AUTOMOBILE

Digitalisation prochaine des déclarations d’accidents

Les sociétés d'assurance seront bientôt dotées de plusieurs services numérisés au profit des automobilistes, dont le constat amiable électronique et le fichier national des véhicules assurés. En effet, le Bureau unifié automobile algérien (BUAA), chargé entre autres missions de la digitalisation des prestations d'assurance, travaille sur le développement de plusieurs projets, dont la digitalisation des déclarations d'actions (E-constat).

Par S R/agence

«**N**ous avons des propositions de projets qui sont à l'étude au niveau du BUAA pour les soumettre bientôt à l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances (UAR) et à la Commission de supervision des assurances (CSA) en tant qu'organe régulateur. Il s'agit du E-constat, un projet majeur qui concerne la mise en place du constat amiable électronique», a annoncé le directeur général de BUAA, Walid Saoud, dans une déclaration à l'APS. Il a ajouté que cette solution, qui remplacera l'actuelle procédure effectuée sur un support papier, «permettra de déclarer un accident via une plateforme numérique, réduisant ainsi les délais de traitement des sinistres et améliorera la fluidité des interactions entre assurés et compagnies d'assurance». Ce nouveau service digital est actuellement en phase de développement avant d'être déployé au niveau des compagnies d'assurances, selon le responsable du BUAA, une compagnie créée en 2014 et dont l'actionnariat se compose de 13 sociétés d'assurance

publiques et privées. Dans l'assurance automobile, le constat amiable est un document détaillant les circonstances d'un accident de la circulation et qui doit être signé par deux automobilistes concernés. C'est une pièce essentielle dans la procédure de déclaration d'un accident auprès des assureurs pour décider des indemnités. Chaque année en Algérie, plus d'un million de déclarations sinistres automobiles sont effectuées physiquement par les assurés auprès de leurs compagnies d'assurances. Entre janvier et septembre 2024, elles étaient au nombre de 847.000 déclarations, indique-t-on. Selon les données du Conseil national des assurances (CNA), le nombre de contrats d'assurance automobile en Algérie s'était élevé en 2023 à 7,5 millions de contrats. Il est prévu aussi dans le plan d'action de cette société, la mise au point «de nouvelles versions améliorées des plateformes numériques existantes, notamment celle de E-recours et qui devront intégrer des fonctionnalités avancées pour renforcer leur efficacité, leur sécurité et leur convivialité, tout en répondant aux besoins crois-

sants des utilisateurs», détaille le même responsable. De même, il sera question aussi du lancement prochain de la E-attestation, une procédure digitalisée destinée à mettre en place une attestation d'assurance automobile électronique devant remplacer progressivement les attestations en format papier, afin de «numériser le processus d'émission, de renforcer la lutte contre la fraude et de simplifier les vérifications pour les autorités compétentes».

1,2 million de réclamations réglées par voie électronique

Un fichier national des véhicules assurés est également en préparation au niveau du BUAA et qui permet la centralisation des données relatives à tous les véhicules assurés en Algérie, informe M. Saoud qui souligne que les compagnies d'assurance pourront, grâce à ce fichier, accéder facilement aux informations essentielles des véhicules, «ce qui renforcera la traçabilité, simplifiera les contrôles et contribuera à une gestion plus efficace des risques». Toutes ces initiatives, a-t-il expliqué, «s'ins-

crivent dans une vision plus large de transformation numérique du secteur des assurances, en alignement avec les orientations stratégiques des hautes instances du pays» avec comme objectifs «la modernisation des outils, la rationalisation des processus et l'offre des services de meilleure qualité aux citoyens tout en renforçant la transparence et la sécurité routière». Interrogé, par ailleurs, sur la plateforme digitale E-recours, lancée fin 2022 en vue de faciliter la gestion des réclamations en matière d'assurance automobile entre les compagnies d'assurances, le Dg du BUAA a fait savoir que 284.576 réclamations ont été enregistrées pour un montant global réglé de près de 11 milliards de DA sur l'année 2024. Saoud a ajouté que ces données reflétaient "l'importance des opérations réalisées via la plateforme E-recours, ainsi que de son rôle central dans l'harmonisation des pratiques entre les compagnies". En 2023, l'assurance automobile représentait 45,6% du total de la production des assurances de dommages. Cette branche avait réalisé un chiffre d'affaires de près de 65,8 milliards de Da, selon le Conseil national des assurances.

ENERGIES RENOUVELABLES

La société allemande «Bosch» s’intéresse au marché algérien

Par Mourad A.

Dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne dans le secteur des énergies renouvelables, Nourredine Yassa, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Énergie, chargé des énergies renouvelables, a reçu hier une délégation de la société allemande Bosch, conduite par Markus Thiel, président pour l'Afrique. Cette rencontre, qui s'est tenue au siège du ministère de l'Énergie, a réuni plusieurs cadres du ministère afin d'examiner les opportunités d'investissement et de partenariat dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables. Les discussions ont principalement

porté sur le soutien à la transition énergétique de l'Algérie, notamment à travers l'exploitation des énergies renouvelables et le développement de l'hydrogène vert, ainsi que de ses dérivés comme l'ammoniac et le méthanol. Un accent particulier a été mis sur les technologies visant à réduire l'empreinte carbone et à optimiser les chaînes de valeur énergétiques. Une priorité majeure identifiée concerne le développement et la production locale de technologies liées aux électrolyseurs et aux piles à combustible à haut rendement, qui devront être intégrées aux infrastructures éoliennes et solaires. À cet effet, Bosch, en collaboration avec les entreprises algériennes du secteur, explorera les modalités d'une coopé-

ration renforcée pour encourager l'industrialisation locale et la création d'emplois qualifiés. Le volet formation et transfert de compétences a également occupé une place centrale lors de cette rencontre. L'objectif est de qualifier les compétences algériennes afin de soutenir la transition énergétique et le développement durable du pays. Il s'agit notamment de renforcer les capacités des ingénieurs et techniciens algériens dans les nouvelles technologies liées aux énergies renouvelables, ce qui facilitera une meilleure intégration des solutions durables dans le mix énergétique national. Un projet ambitieux a également été abordé : l'utilisation des piles à combustible pour remplacer progressivement le diesel dans

les régions du sud de l'Algérie. Ce projet vise à mettre en place des solutions énergétiques modernes et performantes, alimentées par des centrales solaires et éoliennes, afin de produire de l'électricité dans les zones isolées du pays. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie globale de substitution progressive du diesel par des solutions énergétiques propres et efficaces, en particulier dans le sud algérien. Nourredine Yassa a souligné l'importance de tirer parti du savoir-faire allemand pour moderniser le secteur énergétique algérien et renforcer son indépendance énergétique. Il a présenté une vision détaillée des programmes de développement des énergies renouvelables en Algérie,

tout en mettant en avant les projets stratégiques en cours. De son côté, Markus Thiel, président de Bosch pour l'Afrique, a salué le potentiel de l'Algérie dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier pour l'hydrogène vert et l'énergie solaire. Il a réaffirmé l'engagement de Bosch à fournir des solutions technologiques avancées pour accompagner l'Algérie dans sa transition énergétique et son intégration progressive des énergies propres dans son mix énergétique national. Cette rencontre marque ainsi une étape décisive dans le renforcement de la coopération algéro-allemande dans le secteur des énergies renouvelables, ouvrant la voie à des projets conjoints innovants et durables.

LE PDG DE SONELGAZ EN VISITE DE TRAVAIL EN ÉGYPT

Le renforcement de la coopération énergétique au menu

Par S R.

Le président-directeur général de Sonelgaz, Mourad Adjial, a effectué une visite de travail à la capitale égyptienne, Le Caire, du 8 au 10 février 2025, au cours de laquelle il a rencontré plusieurs responsables égyptiens dans le domaine de l'énergie. Cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts du groupe pour s'étendre sur les marchés internationaux et renforcer sa politique de partenariat continental et méditerranéen, indique le ministère dans un communiqué. Le programme de la visite de travail a débuté par une rencontre entre M. Mourad Adjial, accompagné d'une délégation de cadres dirigeants de Sonelgaz, et Son Excellence M. Mohamed Sofiane Brahim, ambassadeur d'Algérie en République arabe d'Égypte. Les deux parties ont échangé sur la profondeur des

relations algéro-égyptiennes et les objectifs de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des partenariats entre Sonelgaz et les acteurs égyptiens dans le domaine de l'énergie et des industries connexes. La visite a également été une occasion importante pour le PDG de Sonelgaz de rencontrer son homologue à la société Holding Electricité d'Égypte, M. Jaber El Desouki, ainsi que la présidente du conseil d'administration de la société égyptienne de transmission d'électricité, Mme Mona Rizk. À cette occasion, les deux parties ont discuté des possibilités de coopération entre Sonelgaz et les entreprises égyptiennes du secteur de l'énergie, en particulier dans les domaines de la production, du transport et de la distribution d'électricité, en partageant leurs expériences respectives et en

explorant les options pour établir un partenariat solide entre les deux sociétés. En marge de la visite, un accord cadre a été signé entre Sonelgaz, représentée par le Fonds des services sociaux et culturels, et le Syndicat général des travailleurs des services publics égyptiens. Cet accord définit le cadre de coopération entre les deux parties dans le domaine des activités sociales et culturelles, contribuant ainsi à l'amélioration des services sociaux offerts aux employés des deux sociétés. Poursuivant le programme de la visite, le PDG de Sonelgaz, M. Mourad Adjial, a conduit une délégation en visite sur plusieurs installations et usines du groupe Elsewedy Electric, et a tenu plusieurs réunions avec les responsables principaux du groupe égyptien, qui est l'un des leaders de la fabrication de câbles en Algérie, grâce au soutien technique fourni par Sonelgaz dans le cadre du processus de

qualification des équipements électriques et gaziers. Cette visite s'inscrit dans une démarche visant à renforcer les échanges entre Sonelgaz et le groupe Elsewedy Electric et à intensifier la coopération dans la fabrication d'équipements électriques destinés aux réseaux de transport d'électricité. Elle explore également les possibilités d'élargir les domaines d'investissement en Algérie, ce qui nécessite un échange de compétences et de technologies entre les deux parties. Cette visite représente une étape stratégique dans le renforcement des relations économiques entre l'Algérie et l'Égypte, et elle souligne le rôle de Sonelgaz en tant que lien clé dans le développement de l'industrie électrique de la région, contribuant ainsi à une vision commune qui favorise les investissements et les échanges technologiques entre les deux pays.

BEJAIA

Une maison gracieusement offerte à une veuve et ses quatre fillettes à Boudjellil

Une veuve, mère de quatre fillettes en situation de grande précarité à Boudjellil, à 80 km à l'ouest de Bejaia, a pris possession samedi d'une maison individuelle richement équipée, réalisée par des dizaines de bénévoles de la région et de toute la wilaya. La maison, construite en R+1, comporte toutes les commodités nécessaires, dont une cuisine équipée, toilettes et salles de bain. Elle a été meublée de surcroît avec goût et bâtie dans une architecture à ravir, alternant jardin, balcons et terrasse au grand bonheur de ses occupantes, abasourdis d'émotion à la découverte de leur nouvelle demeure. "Je n'y crois pas et je ne sais comment remercier tous les volontaires qui s'y sont engagés", s'est réjouie l'aînée des fillettes, la gorge nouée et les yeux noyés de larmes par l'émotion. Initié par l'association locale d'aide aux orphelins, le projet a mis plusieurs mois à se concrétiser, mobilisant une cinquantaine d'ouvriers et des dizaines de bénévoles qui, quotidiennement, se relayaient sur le chantier. Apportant leur savoir-faire, les fonds, ou les équipements requis, les bénévoles ont fait de cette construction un havre de paix et un symbole d'entraide communautaire. Visiblement affectés par l'état précaire de cette famille, dont le père est décédé en 2017, les bénévoles et les bienfaiteurs ont, sitôt l'appel lancé, afflué pour porter ce projet à tour de bras

BLIDA

Des mesures d'urgence et d'autres correctives pour résoudre le problème des transports

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé, samedi à Blida, des mesures d'urgence et d'autres correctives de nature à réduire le problème des transports auquel est confrontée cette wilaya en raison de l'extension urbaine.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection d'un nombre de projets de son secteur dans les communes de Guerouaou et Blida, M. Sayoud a indiqué que son département ministériel engagera, en coordination avec les services de la wilaya de Blida et d'autres acteurs du secteur des transports, "des mesures d'urgence et correctives pour résoudre le problème des embouteillages et du manque de moyens de transport, notamment au chef-lieu de wilaya et dans les villes de la partie Est de la wilaya, ayant enregistré de grandes opérations de relogement". Il a cité parmi les mesures urgentes la réouverture, dans les 20 prochains jours au plus tard, des deux (2) passages à niveau de la voie ferrée fermés à Ramoul et Sidi Abdelkader (Blida), en vue de les mettre à disposition des usagers de la route. "Ces deux passages à niveau seront renforcés par des gardes permanents, dans l'attente de la réalisation d'une étude pour l'aménagement de trémies souterraines ou de ponts, dans le but de les rendre plus sûrs tant pour les véhicules que pour les trains", a-t-il ajouté. L'ouverture de ces deux passages à niveau, fermés depuis l'année 2000 suite à des travaux d'électrification de la voie ferrée, interviendra parallèlement à la mise en œuvre du nouveau plan de transport du chef-lieu de Blida, selon le ministre des Transports qui a loué ce plan. Il a, dans le même sillage, fait part de la mise en place, la semaine prochaine, d'une commission englobant diffé-

rents intervenants pour "l'étude de toutes les préoccupations, dont celles liées à ce plan de transport pour plus de fluidité si nécessaire". D'autres solutions ont été évoquées par M. Sayoud, dont le renforcement de l'entreprise de transport urbain et suburbain de Blida avec de nouveaux bus et lignes, notamment au profit de la partie Est de la wilaya. Le ministre n'a pas exclu, à ce propos, la possibilité de la prise en charge par l'entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) qui dispose de 900 bus, "du transport des habitants de ces communes, au vu de leur proximité avec la capitale". Il a, aussi, annoncé un renforcement "exceptionnel" de la wilaya de Blida, dans le cadre du plan ministériel visant l'accompagnement des wilayas ayant enregistré de grandes opérations de relogement et une hausse significative de leur population, avec des bus de transport et de nouvelles lignes pour faciliter les déplacements des citoyens. L'autre mesure majeure annoncée par le ministre est la remise en exploitation des lignes de transport Alger, Bouinane -El-Affroun, et de la ligne ferroviaire Hussein Dey-El-Affroun, suite à une baisse des dessertes de cette ligne à 40% en raison des travaux d'aménagement de la voie ferrée. Selon le ministre "des instructions ont été données pour l'étude de la relance de cette ligne ferroviaire, la semaine prochaine, à raison de deux (2) à trois (3) dessertes/jour dans une première étape, au regard de son importance pour les travailleurs et les étu-

dants". Interrogé sur le télé-cabine reliant Blida aux hauteurs de Chréa, hors service depuis plus d'un (1) an, M. Sayoud a affirmé que ce dernier fait "actuellement l'objet d'une étude de réhabilitation", informant que "le lancement des travaux est pour bientôt". Sur un autre plan, le ministre des Transports a révélé que son département ministériel s'attelle à l'étude de 10 plans de transport d'autant de wilayas, "dans l'attente d'élargir cette opération au reste des wilayas durant les années à venir, afin de mettre en place des plans de transport qui répondent aux attentes de la population". "Des préparatifs sont, aussi, en cours pour l'élaboration d'un plan de transport spécial -Ramadhan qui garantira aux citoyens des déplacements plus faciles et aisés", a-t-il ajouté. durant sa visite à Blida, le ministre des transports s'est rendu sur le chantier de la gare ferroviaire de Guerouaou où il a donné des instructions en vue de l'accélération des travaux de manière à assurer son entrée en exploitation "au mois de septembre prochain au plus tard ". Il s'est, également, rendu à la gare routière Chahid Farouk Bayla, où il s'est enquis des différentes prestations numériques assurées aux voyageurs. M. Sayoud a, par la suite, effectué une halte au niveau du chantier de la nouvelle station multimodale, instruisant de la "nécessité de l'achèvement du projet dans les plus brefs délais en vue de faciliter les déplacements des citoyens".

CONSTANTINE

Ouverture prochaine de quatre unités d'hémodialyse

Quatre (4) unités d'hémodialyse seront prochainement ouvertes dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès des Services de la wilaya. Les unités médicales dédiées à la prise en charge des personnes atteintes d'insuffisance

rénale seront ouvertes dans les communes de Zighoyd Youcef, Ain Abid, Didouche Mourad et au niveau de la circonscription administrative Ali Mendjeli, a indiqué la même source, affirmant que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour permettre leur mise en service

dans les meilleurs délais. Dans ce cadre, les services de la wilaya ont indiqué que le secteur local de la santé a bénéficié récemment d'un important lot d'équipements de dialyse, destinés aux nouvelles unités d'hémodialyse. L'implantation des nouvelles unités d'hémodialyse

a été fixée selon la densité de la population et sur la base de données établies par les services du secteur de la santé selon les besoins exprimés en la matière, a fait savoir la même source. Les nouvelles unités d'hémodialyses constituent un acquis pour

le secteur de la santé dans la mesure où elles (les unités) permettront une meilleure prise en charge des malades, qui n'auront plus à se déplacer vers l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) en urologie et néphrologie, situé au niveau de la cité Daksi au chef-lieu de wilaya

SIDI BEL ABBÉS

Opération de recensement des produits à travers 1.657 industriels

La direction du commerce de Sidi Bel Abbés a récemment lancé une vaste opération de recensement des produits à travers tout le territoire de la wilaya. A cet effet, la direction a réquisitionné 56 de ses agents afin de recenser tous les producteurs locaux y compris les activités des services. Le lancement du processus de recensement national des produits en 2025 est mené sous le slogan « Un recensement complet pour

bâtir une économie intégrée », et cela en application des instructions du ministre du commerce intérieur et de la Régulation du marché national, M. Tayeb Zitouni. L'opération de recensement national des produits a été lancée le lundi 27 janvier dans la wilaya de Sidi Bel Abbes. A cette occasion, une séance de travail a été tenue, présidée par M. Loumi Mokhtar, chef de service de la direction du commerce, en présence

des chefs de services de la direction, du chef de la mission de la répression des fraudes, des chefs des inspections régionales du commerce et des organismes sous la tutelle du ministère du commerce (l'antenne locale du registre du commerce, la chambre de commerce et d'industrie de Mekerra, le laboratoire d'analyse de la qualité et de la répression des fraudes) et la présence des cadres de l'inspection départementale des douanes.

Au cours de la réunion, les dernières procédures préparatoires ont été fixées et l'importance de ce processus et la nécessité d'accorder une grande importance à sa bonne conduite ont été rappelées. Au niveau de la wilaya de Sidi Bel Abbés, le recensement de la production nationale concerne plus de 1.657 opérateurs économiques dont 299 genres économiques.

Produire mieux pour vivre mieux

Il y a dans les récents évènements - l'irruption de Deepseeker - deux leçons subliminales : produire mieux avec moins plutôt qu'avec plus et deux façons d'agir. Avec moins d'énergie fossile et plus de travail humain, de savoir vivant et d'énergie renouvelable. Pour finalement vivre mieux. Vivre mieux dans une biosphère moins agressive et moins agressive. Car pour des populations pauvres, vivre mieux n'est possible qu'à cette condition de produire mieux avec moins. Deux façons d'agir : une façon d'agir américaine frontale, où la parole compte trop et n'est souvent pas tenue, et une façon d'agir chinoise indirecte, qui ne dissociant pas la théorie de la pratique, fait parler l'acte.

Le Maître a dit : Pratiquer, saison venue, ce que l'on a appris, ah, quelle joie ![1]

1^{ère} partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Produire plus avec plus, reste la voie par laquelle la classe capitaliste peut monopoliser la production et les ressources et imposer le libre-échange : barrière à l'entrée de la production, écrasement de la concurrence à la sortie. Ce qui suppose, bien entendu, une dissociation du travail et du capital, du savoir et de l'énergie, dans un procès d'atomisation du travail.

La voie capitaliste qui continue de substituer toujours plus de capital au travail engage une course entre les machines qui transforme le rapport entre la machine et le travail humain. S'opère une dissociation et une inversion. Le savoir est objectivé dans la machine et imposé au travail humain. Le savoir subjectif (la machine incorporée dans le travail humain, la machine dans l'homme) est réservé aux seuls préposés aux machines. Il y a inversion, ce n'est plus l'homme qui conduirait la machine, c'est la machine qui conduirait l'homme. Ce n'est plus la machine qui serait l'esclave de l'homme, c'est l'homme qui serait le serviteur de la machine. Les humains ne chevaucheraient plus la course des machines, ils suivraient le chemin que prennent les machines. Mais souhaitent-ils vraiment prendre un chemin dont ils n'ont pas décidé eux-mêmes ? Ceux qui continuent de croire qu'ils sont les maîtres de leur destin sont face à un dilemme.

Pour éviter un désalignement des décisions des différentes machines, humaines et non humaines, il faut repenser le rapport du marché au capitalisme, pour soustraire le marché à la loi du capitalisme et pour soustraire l'esclavage du rapport de l'homme à lui-même et aux non-humains. Le marché obéit à des lois physiques et des préférences sociales, le capitalisme à la loi de la hiérarchie de l'argent. Il faudra se défaire de la conception naturaliste qui sépare nature et société et soumet la nature à l'esclavage et par conséquent le travail au capital. Conception esclavagiste qui fait du capital une arme de guerre contre le travail vivant, humain et non humain.

Le capitalisme et le marché, la nation et l'empire

« L'utopie néolibérale d'une croissance globale et continue des richesses est désormais derrière nous. Mais le capitalisme n'est pas mort pour autant. Sa forme actuelle n'est ni réellement nouvelle ni totalement inconnue, car elle est propre à tous les âges où domine le sentiment angoissant d'un monde « fini », borné et limité, qu'il faut s'accaparer

dans la précipitation. Ce capitalisme se caractérise par la privatisation et la militarisation des mers, un « commerce » monopolistique et rentier qui s'exerce au sein d'empires territoriaux, l'appropriation des espaces physiques et cybers par de gigantesques compagnies privées aux prérogatives souveraines, qui dictent leurs rythmes. »[2] Dans cette thèse du « capitalisme de la finitude », le déséquilibre du marché mondial conduit le capitalisme à ressusciter la forme politique d'empire pour segmenter et contrôler un marché aux offres et aux demandes disjointes.

Du point de vue ici développé, on peut supputer une évolution du monde selon deux scénarios. Le premier s'inscrit dans le cours ancien de l'accumulation du capital : produire plus avec plus de travail mort. On peut avec Arnaud Orain le caractériser comme un « capitalisme de finitude », qui adopterait la forme politique impériale, tendrait à impérialiser le monde, pour préserver son emprise sur l'économie. Il est celui qui se dessine en Occident. Il ne peut plus globaliser le marché sans le segmenter.

Pour préserver sa suprématie et triompher de la nouvelle compétition mondiale, l'Occident doit être en mesure de défendre son pouvoir d'acheter et de vendre. Cela semble avoir un certain prix. Dans un contexte de resserrement de la contrainte marchande, du fait du resserrement de la contrainte physique sur la production, la défense du pouvoir de vendre et d'acheter des USA passe par la réduction du pouvoir de l'Europe, entraînant une aggravation du processus de vassalisation de l'Europe et des processus de dépendance mondiaux. Car avec une logique de substitution constante du capital fixe au travail humain, dans un contexte de raréfaction de l'énergie et des ressources, la volonté de domination en appellera à une accentuation du processus de concentration du capital. Les USA s'efforçant de drainer les capitaux du monde en pompant les capitaux européens et ceux-ci ceux de leur périphérie. Les rapports internationaux se transforment en rapports impériaux à la suite des processus de vassalisation. La forme empire, qui donnerait trois empires, l'américain, le russe et le chinois, régulerait alors les rapports internationaux. De ce point de vue, peut-

être comprise une compétition plus ou moins violente entre trois empires et leurs vassaux. Il faudrait alors plutôt souhaiter que Donald Trump, Poutine et Xi Jinping s'entendent de la manière la moins violente possible sur le partage du monde.

La domination occidentale sur le monde repose sur la croyance d'une société, d'un sujet qui transcendent la nature et dominant la nature. Extraction du travail mort du travail vivant et domination du travail mort sur le travail vivant, sur un tel processus s'assoit la domination occidentale, qui d'une domination chrétienne est passée à une domination impériale en cessant d'être catholique et chrétienne pour s'universaliser. Dans cette conception, l'homme a pris la place de Dieu, l'individu est au départ, au centre et à la fin de tout, et qui de par son action se soumet le monde. Ce que produit l'individu appartient à l'individu, non pas en vérité ce qu'il produit, mais ce qu'il s'approprie. Ce que l'individu s'approprie par la force et par le travail. Entre ce qu'il s'approprie et produit la nature a disparu, ce qu'il s'approprie mais ne produit pas a disparu. Tout le mérite, le produit, lui revient. Sur cette base de dispositions repose la société de classes et la propriété privée exclusive de la classe capitaliste. La société et sa classe propriétaire transcendent la nature qu'elles transforment et s'approprient. Une classe qui s'extrait de la nature, puis de la nature humaine, puisqu'un humain peut « s'approprier » un autre humain (esclavage) et son travail (salarié). D'abord en tant que noble de droit divin elle dispose de sujets, ensuite en tant que classe éclairée par les Lumières et la Science. Elle extrait de la nature ce qui peut servir sa cause finale. La domination vise l'extraction et l'extraction suppose la domination. Au centre de la situation d'exploitation : le sujet transcendant, autour de lui les circonstances et les causes, sur lesquelles il agit et par lesquelles il détermine le cours des choses.

La croyance dans la domination de la nature est corrélée à la capacité du sujet à s'extraire de la nature et à la modalité de transformation de l'extraction en appropriation privée, puis de la capacité d'action du sujet et de ses propriétés sur le cours des choses. Du travail mort (du

savoir subjectif objectivé) est extrait du travail vivant (processus d'objectivation), ou si l'on préfère, du savoir est séparé de l'énergie pour être objectivé puis animé par une énergie supérieure, dans le but d'accroître la production marchande dans la vie matérielle, en substituant de manière constante au travail vivant du travail mort, poussant la vie matérielle à lui fournir toujours plus d'énergie et de matières. L'énergie fossile permettant au travail mort de disputer l'existence au travail vivant (énergie et savoir humains), de renforcer la domination des propriétaires du travail mort sur le vivant, en échange d'une augmentation de la consommation du travail mort par le travail vivant.

La logique de substitution du travail mort au travail vivant accroît l'asymétrie des rapports de forces entre les propriétaires du travail mort et les non-propriétaires, mais comme pour adoucir l'asymétrie, permet en contrepartie l'accroissement de la consommation du travail mort par les non-propriétaires. Jusqu'à quand ? Car la progression plus rapide du travail mort artificiel sur le travail mort de la nature (production de la matière et de l'énergie), mine la progression du travail mort artificiel. Ensuite, l'extraction du travail vivant et sa transformation en travail mort affecte le travail vivant et mine sa reproduction. De sorte que la substitution du capital au travail n'accroît plus la consommation des biens-salaires. Tout semble indiquer que l'entropie conduise la forme impériale à dominer le monde pour gérer de manière différenciée la transformation du travail vivant selon les ressources disponibles pour alimenter la puissance de l'empire. Le développement de l'économie de marché qui faisait la force du capitalisme, ce par quoi le capitalisme faisait accepter sa domination par la consommation de masse, se contracte et sépare la domination de classes de la consommation de masse. La production de masse ne peut plus répondre à la consommation de masse qu'elle a suscitée dans l'humanité. Ce pourquoi on s'autorise à parler de « capitalisme de la finitude ».

Face à la montée stratégique de la Chine, les USA veulent intensifier leur démarche de substitution du capital au travail en accentuant leur pression sur le monde. Ils tiennent leur suprématie de la concentration de ressources dont ils disposent. Pensant probablement entraîner l'imitation de la Chine et la conduire au démembrement comme cela se fit avec l'Union soviétique. Le récent évènement Deepseeker, semble apporter une autre réponse : le progrès peut ne pas, et ne devrait plus, reposer sur la suprématie du capital mort par la dissociation de celui-ci et du travail vivant.

(A suivre)

Notes

[1]Confucius. Entretiens. I.1
[2]Présentation du livre d'Arnaud Orain. Le monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVI^e - XXI^e siècle). Flammarion. Janvier 2025.
[3] C'est cette notion de composition organique du capital empruntée à Karl Marx que j'aimerais associer à celle de formes de capital de Pierre Bourdieu.
[4]Interview du patron de DEEPSEEK : l'avenir de l'IA, etc.
<https://www.youtube.com/watch?v=ygn6MpgF7g0>
https://www-163-com.translate.google.com/translate/gogog/dy/article/J7MP7LTE05118DFD.html?_x_tr_sl=zh-CN&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc

TUNISIE

La nouvelle
ministre des
Finances Michket
Khaldi face aux
défis économiques

La nomination de Michket Slama Khaldi intervient dans un contexte d'instabilité et de tensions économiques. La nouvelle ministre devra montrer sa capacité à redresser la situation financière du pays.

Le président tunisien Kaïs Saïed a nommé, le mercredi 5 février 2025, Michket Slama Khaldi (photo) au poste de ministre des Finances, en remplacement de Sihem Boughdiri, sans préciser les raisons de ce limogeage. Ancienne magistrate et présidente de la Commission nationale de réconciliation pénale, elle hérite d'un portefeuille stratégique, alors que la Tunisie traverse une période de turbulences économiques.

Tunisie peine à stabiliser ses finances publiques. Avec une dette élevée, des déficits budgétaires persistants et des pénuries de produits de première nécessité, le pays est sous la surveillance du Fonds monétaire international (FMI). Malgré un accord préliminaire en octobre 2022 pour un programme de 1,9 milliard de dollars en échange de réformes, le gouvernement tunisien reste réticent face aux exigences du FMI, notamment la suppression des subventions aux produits de base.

Par ailleurs, l'inflation, bien qu'en recul (de 9,3% en 2023 à 7% en 2024), continue d'éroder le pouvoir d'achat des Tunisiens. Le chômage quant à lui, reste stable à 16% au troisième trimestre 2024, soulignant la persistance des difficultés sur le marché du travail.

La mission de Michket Slama Khaldi s'annonce délicate. Elle devra trouver un équilibre entre la nécessité de stabiliser les finances publiques et celle d'éviter une aggravation des tensions sociales. Dans ce contexte, elle devra également rassurer les créanciers internationaux et restaurer la confiance des investisseurs.

D'après les prévisions du FMI, le déficit budgétaire tunisien devrait légèrement diminuer en 2025 pour atteindre 3,4% du PIB, contre une estimation de 3,5% en 2024. En revanche, la dette publique devrait poursuivre sa hausse, passant de 83,7% à 84,3% sur la même période.

DUBAÏ DÉVOILE SA VISION AMBITIEUSE POUR 2033

Un plan pour transformer
l'émirat

Dubaï continue de se tourner résolument vers l'avenir. Avec le plan stratégique baptisé D33, élaboré pour marquer son bicentenaire, la ville réaffirme sa volonté de repousser les limites. Ce programme vise à positionner Dubaï parmi les trois premières économies urbaines mondiales d'ici 2033, tout en doublant son PIB. Pour atteindre ces objectifs, dix thématiques prioritaires ont été identifiées et une série d'initiatives ont déjà été lancées.

Dubaï, joyau des Émirats arabes unis, franchira dans quelques années un cap historique avec son bicentenaire. Loin de se reposer sur ses lauriers, la cité-État dévoile un plan stratégique baptisé D33, visant à redéfinir sa place sur l'échiquier économique mondial d'ici 2033. Cette vision ambitieuse s'articule autour de trois objectifs phares : doubler le PIB de l'émirat, se hisser parmi les trois premières villes économiques mondiales, et stimuler une croissance économique globale.

Dans le cadre de son plan D33, Dubaï dévoile dix thématiques prioritaires visant à révolutionner son économie d'ici 2033. L'émirat mise sur l'économie numérique en renforçant ses infrastructures et en adoptant des technologies de pointe comme la blockchain et l'IoT. Le commerce international est au cœur de la stratégie, avec l'objectif d'atteindre 25,6 billions de dirhams d'échanges et d'établir des partenariats avec 400 nouvelles villes. Du-

baï ambitionne également de devenir un hub logistique mondial, de se hisser parmi les quatre premiers centres financiers internationaux et de figurer dans le top 3 des destinations touristiques et d'affaires. L'innovation, l'attraction des talents et le soutien aux PME et startups complètent ce programme, sans oublier un accent particulier mis sur la durabilité. Cette vision holistique témoigne de la volonté de Dubaï de se positionner comme une métropole du futur, alliant croissance économique, innovation technologique et développement durable.

Une série d'initiatives d'ores et déjà amorcées

Dubaï ne se contente pas de rêver grand ; l'émirat passe dès maintenant à l'action avec une série d'initiatives concrètes pour façonner son avenir. Au cœur de cette transformation, le projet "Dubai Economic Corridors 2033" vise à consolider la position de la cité-État comme plaque tour-

nante du commerce international et aimant pour les investissements étrangers. Parallèlement, le "Programme d'accélération des 100 transformateurs de Dubaï" insuffle une dynamique entrepreneuriale sans précédent, en soutenant 100 entreprises innovantes appelées à redéfinir le paysage économique de l'émirat. L'innovation technologique n'est pas en reste avec "Sandbox Dubaï", une plateforme avant-gardiste qui positionne la ville comme un véritable laboratoire d'expérimentation à l'échelle mondiale. Ces projets phares, parmi d'autres, témoignent de la détermination de Dubaï à se réinventer constamment et à conserver son statut de leader en matière d'innovation urbaine et économique. À l'aube de son bicentenaire, le plan D33 dessine les contours d'une métropole futuriste, où prospérité économique, prouesses technologiques et développement durable se conjuguent harmonieusement, promettant à Dubaï une décennie de transformation.

ARABIE SAOUDITE

Le ministère du Tourisme lance un second programme
de master exécutif

Le ministère saoudien du Tourisme a dévoilé un deuxième programme de master exécutif, proposant quatre formules éducatives et s'associant à trois prestigieuses institutions hôtelières européennes : Les Roches en Espagne et EHL et Glion en Suisse, a rapporté l'agence de presse saoudienne.

Ce programme a pour objectif de former 300 professionnels saoudiens à la gestion du tourisme international et de l'hôtellerie, afin de renforcer l'expertise dans le secteur touristique du Royaume.

Dans le cadre de l'initiative « Ah-

luha » du ministère, qui a déjà formé plus de 100 000 citoyens saoudiens à l'échelle nationale et internationale en 2024. Le programme vise à doter les participants de techniques de gestion modernes et de compétences élevées dans le domaine de la gestion des ressources pour l'industrie du tourisme.

Les candidats doivent répondre à des critères d'éligibilité rigoureux, notamment être titulaires d'une licence avec mention dans un domaine lié au tourisme, avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle, avoir une bonne maî-

trise de l'anglais et être disposés à voyager pour répondre aux exigences de la formation ainsi qu'à réussir un entretien personnel.

Selon SPA, le programme s'appuie sur le succès de sa première édition, au cours de laquelle 198 diplômés ont suivi une formation en gestion dans des institutions espagnoles et suisses de premier plan. Le porte-parole du ministère, Mohammed Al-Rasasimah, a déclaré que le programme de master exécutif permettait au ministère d'offrir aux professionnels saoudiens du tourisme des opportunités clés de recevoir une éducation et une for-

mation avancées.

Il a ajouté que ce programme représentait un investissement stratégique dans le développement du leadership touristique saoudien.

« Cette initiative est essentielle pour préparer la prochaine génération de dirigeants saoudiens qui piloteront notre secteur touristique en pleine croissance », a-t-il déclaré.

« Notre objectif est de renforcer les capacités de notre main-d'œuvre nationale, de l'ouvrir aux meilleures pratiques mondiales en matière de gestion du tourisme et de lui offrir des perspectives internationales », a-t-il ajouté.

SUSPENSION DES FINANCEMENTS DE L'USAID EN MAURITANIE

«Nafooré» et «Temkeen», premières victimes !

À l'instar du reste de l'Afrique, les horizons ne sont pas encore clairs pour notre pays quant à l'avenir des initiatives d'aide américaine comme l'AGOA ou encore le Millénium Challenge. Mais déjà la décision du nouveau président américain de suspendre les activités de l'USAID impacte négativement le pays et certains partenaires qui s'y activent pour apporter de l'aide à de milliers d'êtres humains dans le besoin. Le 27 janvier 2025 Donald Trump a mis ses menaces à exécution gelant pour trois mois les de l'USAID. Plusieurs pays africains sont touchés de plein fouet par cette mesure sans précédent et surtout contradictoire de l'esprit de solidarité du Peuple américain avec le reste du

monde. C'est peut-être l'endroit, pour la Communauté internationale dont aucun pays n'est épargné par cette folie américaine, de trouver de nouveaux mécanismes de partenariats afin d'atténuer cette guerre commerciale mondiale que Trump inaugure. Même si elle peut regretter l'annulation éventuelle des avantages qu'elle aurait pu encore tirer des initiatives comme l'Agoa (avantages préférentiels à l'export aux USA) ou encore le Millénium Challenge (27 millions Usd sous forme de don), si le président américain continue à sévir, la Mauritanie a tout de même une énorme chance de n'avoir pas toujours basé son développement sur une forte contribution américaine à son économie. Le cas du Sé-

négal voisin est à ce titre révélateur. Selon nos confrères sénégalais, 2000 sénégalais sont déjà assurés de perdre leurs emplois et l'enveloppe d'aide estimée à plus de 316 milliards de Fcfa va probablement contrarier la programmation économique pour ce pays. D Trump a bouleversé et même anéanti toutes les traditions diplomatiques dans le monde au premier chef desquels son appel à la déportation des populations palestiniennes. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il remette en cause des agrégats bien établis qui, jusqu'ici, fondaient les relations interétatiques. Plusieurs projets financés en Mauritanie via l'USAID vont donc souffrir de la décision prise par D. Trump et Elon Musk pour geler ses activités. Ces projets

financés par les USA sont fort heureusement en fin de cycle. Il s'agit entre du projet Nafoore pour une enveloppe de 17 millions de dollars. Le projet débuté en 2022 est destiné à favoriser la résilience contre l'extrémisme violent au niveau des régions de Nouakchott, du Trarza, du Hodh Gharbi et du Hodh Charghi. Ce programme est exécuté pour le compte de l'USAID par Mercy Corps Dans cette perte sèche, il faut aussi signaler le projet Tamkeen, prévu entre 2021 et 2026. Son budget est de 7 millions Usd et mis en œuvre avec le gouvernement mauritanien et par la FHI360. Il est destiné à la formation de jeunes. Mais depuis novembre 2024, il a déjà fait face à une réduction budgétaire.

NAMIBIE

Nouveau contretemps signalé dans les projets de brut du pays

Plusieurs compagnies pétrolières comme TotalEnergies, Shell ou encore Chevron ont fait cas d'importantes découvertes de brut sur les côtes namibiennes, notamment dans le bassin d'Orange. Un potentiel sur lequel l'État mise en visant la première production d'ici 2029.

Initialement prévue pour fin 2025, la décision finale d'investissement (FID) du projet de brut situé sur le bloc offshore 2913B de TotalEnergies en Namibie ne devrait être annoncée qu'à l'horizon 2026. L'annonce a été faite par le PDG Patrick Pouyanné le mardi 4 février à l'occasion d'une conférence de presse dédiée à la publication des résultats trimestriels de la major française. À cet effet, il a notamment indiqué que la compagnie n'arrive pas encore à atteindre le seuil de rentabilité à moins de 20 dollars le baril pour le projet. Ce qui est pourtant une condition fixée en interne pour la prise de la décision finale d'investissement. Ce choix intervient aussi après que la compagnie a réévalué la capacité de production du projet à 150 000 barils/jour, au lieu de 160 000 barils/jour annoncé précédemment. Cette décision vient ainsi marquer un nouveau retard dans les plans de l'État qui vise la première production de brut en Namibie d'ici 2029. En réalité, la FID n'est qu'une étape qui précède la mise en œuvre effective d'un projet dont le développement pourrait encore se prolonger sur plusieurs années.



Par ailleurs, il faut noter que TotalEnergies n'est pas la seule compagnie opérant dans le pays qui a revu ses plans pour l'exploitation de brut. Début janvier, Shell a par exemple annoncé la dépréciation de son actif PEL39 d'environ 400 millions de dollars, le jugeant commercialement non viable. Il en est de même pour Chevron qui a rapporté des résultats non concluants au cours des études commerciales de son puits d'exploration Kapana 1X. Malgré ces défis, les autorités namibiennes semblent toujours optimistes

concernant leur ambition visant à faire de la Namibie l'un des principaux producteurs de brut en Afrique à l'avenir. Tom Alweendo, ministre namibien des Mines et de l'Énergie, a en effet récemment déclaré dans ce sens que les exploitations opérées actuellement n'ont fait « qu'effleurer les ressources offshore » du pays. D'ici les 10 prochaines années, la Namibie souhaite ainsi réduire sa dépendance vis-à-vis des diamants grâce à la production de pétrole, avec l'objectif de doubler le taux de croissance de l'économie à 8 %.

LIBERIA

Les premiers mini-réseaux d'Energicity entrent en service

L'énergie solaire hors-réseau est une option de plus en plus populaire en Afrique, pour améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales. Ses atouts, un coût moindre, un bon niveau de fiabilité et une adaptation aux objectifs de transition verte. Les premiers mini-réseaux solaires financés par le Beyond the Grid Fund for Africa (BGFA) sont désormais opérationnels au Liberia. Développés par Energicity, ces équipements

d'une capacité de 26,88 kWc chacun et qui utilisent des réseaux aériens ABC extensibles permettront d'alimenter jusqu'à 8000 personnes en électricité dans les localités rurales du nord du pays, selon un communiqué publié le jeudi 6 février. Les sites de Totoquellah et Farwhenta ont été officiellement inaugurés cette semaine. Energicity, qui se focalise également sur les marchés du Bénin et de la Sierra Leone, prévoit de déployer jusqu'à 30 mini-réseaux

solaires à travers le Liberia, avec l'appui du BGFA. Ce dernier finance trois autres fournisseurs de services d'énergie solaire, avec pour objectif de desservir 95 000 foyers et entreprises dans le pays au cours des prochaines années. L'Afrique subsaharienne, où environ 80% de la population mondiale sans électricité est concentrée, fait face à un déficit énergétique de taille, particulièrement dans les zones rurales. Face à ce défi, les mini-réseaux

et systèmes solaires autonomes apparaissent comme l'une des solutions les plus viables pour des pays comme le Liberia. Le BGFA, qui a financé 30 projets en Afrique subsaharienne, joue un rôle clé dans ce processus en soutenant des initiatives similaires au Mozambique ou en Ouganda, où il a récemment investi 2,3 millions d'euros pour développer de nouveaux mini-réseaux solaires sur l'île de Bunjako.

TANZANIE

Un programme à 1,3 million \$ financé par la Norvège pour booster l'agriculture

En Tanzanie, l'agriculture contribue à hauteur de 23% au PIB et emploie environ 65% de la population active. Le gouvernement renforce la coopération avec des partenaires internationaux pour soutenir les ambitions de croissance du secteur. Selon des informations relayées par des médias locaux, la Tanzanie a récemment signé avec la Norvège un accord de financement de 1,3 million USD, pour mettre en œuvre un programme de développement de 3 ans au profit du secteur agricole.

Les interventions porteront, selon les propos attribués au vice-ministre de l'Agriculture David Silinde, entre autres sur la suppression des barrières réglementaires dans le secteur, la multiplication des opportunités sur les marchés internationaux, la stimulation des investissements privés et l'optimisation de la productivité agricole.

« Cet accord a également pour objectif de promouvoir une agriculture durable sur le plan environnemental, de lutter contre le changement climatique, d'augmenter la productivité des cultures, d'améliorer les conditions économiques des petits exploitants et de renforcer la sécurité alimentaire ».

Environ 80% des exportations de la Tanzanie proviennent du secteur agricole. Selon les données de la Banque centrale du pays, les exportations de cultures commerciales incluant le café, le coton, le sisal, le thé, les noix de cajou, le tabac, le pyrèthre et les clous de girofle ont généré plus de 752,3 millions USD au cours de l'exercice fiscal 2022/2023. Les cultures principalement destinées à la consommation locale et au marché intérieur comprennent quant à elles le maïs, le riz, le sorgho, le blé, les haricots, le manioc, la pomme de terre et la canne à sucre.

NIGERIA

Aliko Dangote en quête de liquidités pour sauver sa raffinerie

Pour Aliko Dangote, l'équation est complexe : accélérer la montée en puissance de sa raffinerie, trouver des liquidités, et restaurer la confiance des marchés. Un défi de taille, alors que la conjoncture économique nigériane reste marquée par la volatilité des changes et des pressions inflationnistes. Le pari était ambitieux : construire la plus grande raffinerie d'Afrique pour réduire la dépendance du Nigeria aux importations de carburant et transformer Dangote Industries en un géant

énergétique. Un an après l'inauguration en grande pompe de la raffinerie de Lekki, la réalité est plus contrastée. Retards, endettement massif, rentabilité encore incertaine et pressions financières persistantes placent le conglomérat nigérien dans une zone de turbulences.

Une pression financière qui ne faiblit pas

En août 2024, Fitch Ratings dégradait la note de Dangote Industries Limited (DIL) de AA sur l'échelle nationale ni-

gériane à B+, en raison d'une détérioration significative de sa liquidité et de son incapacité à lever les fonds nécessaires pour honorer ses échéances de dette. Aujourd'hui, la situation ne s'est pas améliorée : le mardi 4 février dernier, l'agence de notation a maintenu Dangote sous surveillance négative. Elle exprime des doutes quant à sa capacité à refinancer ou rembourser ses dettes arrivant à échéance en 2025, dont la première tombe en février. Le groupe de l'homme d'affaires Aliko

Dangote affiche des engagements financiers de 2 milliards de dollars en dette syndiquée senior, auxquels s'ajoutent 1,65 milliard de dollars de prêts intra-groupe, exigibles à la demande, et classés comme dette subordonnée qu'elle doit à sa maison-même Greenview. Problème : malgré les discussions engagées avec les prêteurs, aucun accord de refinancement clair n'a été annoncé. Sans mesures tangibles, une nouvelle dégradation de la note reste une menace sérieuse, alerte Fitch.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales plombées par les craintes d’un rebond de l’inflation

Les Bourses mondiales ont terminé la semaine dans le rouge vendredi, plombées par les inquiétudes autour d'une reprise de l'inflation aux Etats-Unis, tandis que dollar et rendements obligataires américains remontent.

À Wall Street, le Dow Jones a reculé de 0,99%, l'indice Nasdaq a lâché 1,36% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,95%.

En Europe, Paris a perdu 0,43%, Francfort, 0,53%, Londres 0,31%, Milan 0,18% et Zurich 0,24%.

Le très attendu rapport sur l'emploi américain en janvier a fait état vendredi d'un nouveau recul du chômage aux États-Unis, à 4,0%, contre 4,1% précédemment, alors que les analystes attendaient une stagnation.

Surtout, "le problème est que nous avons vu le salaire horaire augmenter", ce qui constitue une "préoccupation" pour les investisseurs "car il était relativement stable au cours des derniers mois", a relevé auprès de l'AFP Peter Cardillo, de Spartan Capital Securities.

"L'augmentation du salaire horaire moyen (...) est de bon augure pour les dépenses de consommation" mais "peut être interprétée comme un indicateur d'inflation stable qui empêchera une nouvelle baisse des taux de la Fed", a souligné dans une note Patrick O'Hare.

Cela s'est répercuté vendredi sur les taux d'intérêt américains, qui ont flambé. A dix ans, ils atteignaient vers 22H00 GMT 4,49%, contre 4,43% la veille en clôture de la séance. Sur deux ans, ils se hissaient à 4,29%, contre 4,21% la veille.

Le dollar prenait lui 0,54% par rapport à la monnaie unique européenne, à 1,0328 dollar pour un euro.

Les investisseurs parient désormais massivement sur le maintien des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine lors de sa prochaine réunion en mars, dans la mesure où l'économie aura moins besoin d'être soutenue.

L'institution monétaire américaine répond à la double mission d'assurer à la fois la stabilité des prix - avec une cible d'inflation autour de 2% - et le plein emploi.

Lors de sa dernière réunion en janvier, la Fed a opté pour laisser ses taux inchangés, dans une fourchette comprise entre 4,25% et

4,50%.

Vendredi, les acteurs de marché ont aussi accueilli avec pessimisme le tassement de la confiance des consommateurs, selon un indicateur publié vendredi, le premier depuis l'investiture de Donald Trump.

L'indice évaluant cette confiance a reculé à 67,8% en février, contre 71,1% un mois plus tôt (chiffre révisé à la baisse), atteignant son plus bas niveau depuis juillet 2024, selon l'estimation préliminaire de l'Université du Michigan.

"De nombreux consommateurs semblent inquiets d'être à nouveau confrontés à une inflation élevée dans l'année à venir", notamment à cause de potentiels impacts négatifs des droits de douane, remarque la directrice de l'enquête, Joanne Hsu, citée dans le communiqué.

Vague de résultats d’entreprises

Parmi les autres éléments d'attention des investisseurs: la saison des résultats qui continue de battre son plein.

Aux États-Unis, Amazon a reculé de 4,05% à Wall Street. Le groupe de Seattle (Washington) a certes quasiment doublé son bénéfice net à 20 milliards de dollars au quatrième trimestre, mais il risque d'être rattrapé par un contexte économique moins favorable début 2025.

En Europe, le géant des cosmétiques L'Oreal a lâché 3,54% après avoir publié un bénéfice net pour 2024 en hausse de 3,6% à 6,4 milliards d'euros, des ventes en progression de 5,6% à 43,5 milliards d'euros et une marge d'exploitation "record" de 20%. Les analystes ont qualifié cependant ces résultats de "mitigés".

Le constructeur de bolides de luxe Porsche AG a reculé de 7,19%, décevant par ses prévisions pour 2025 publiées jeudi après la clôture. Le groupe allemand veut investir pour faire face à un recul de ses ventes et étendre sa gamme de véhicules à moteurs thermiques ou hybrides.

Le gaz en hausse

Le cours du gaz européen s'affiche en hausse vendredi, poussé par les attentes d'une météo plus froide à venir et sur une tendance à la hausse en raison de réserves inférieures à celle des années précédentes en Europe.

Vers 22H15 GMT, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne du gaz naturel, gagnait 2,71%, à 55,72 euros le mégawattheure

(MWh).

Le pétrole a augmenté vendredi, après plusieurs séances en recul, dans l'attente des développements de la guerre commerciale sino-américaine.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, a avancé de 0,50% à 74,66 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, a gagné 0,55%, à 71,00 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Février 2025

Valeur : 10 Février 2025

BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	135.2292	135.2442
1	EUR	EURO 	140.2462	140.2753
1	GBP	POUND STERLING 	168.4889	168.5916
100	JPY	JAPANESE YEN 	88.6284	88.6440
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.5525	18.5561
1	CHF	SWISS FRANC 	149.6064	149.6395
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	94.1642	94.1812
1	DKK	DANISH KRONE 	18.7991	18.8025
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.3810	12.3851
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	11.9887	11.9939
1	AED	UAE DIRHAM 	36.8151	36.8242
1	SAR	SAUDI RIYAL 	36.0534	36.0594
1	KWD	KUWAITI DINAR 	438.0603	438.2508
1	TND	TUNISIAN DINAR 	42.1893	42.6133
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.4950	13.4965
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.4588	27.5997
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.3978	3.4084
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.8593	176.8593

CAC 40

Quelles sont les actions les plus chères?

Sur la base des données de FactSet, BFM Bourse a classé dans une infographie les valeurs avec les multiples les plus exigeants en termes de bénéfices attendus. Il en ressort, pour simplifier, que ce qui est beau est cher. C'est un concept courant en Bourse mais qui peut-être un peu déroutant pour un néophyte: le caractère cher ou bon marché d'une action.

Il ne faut pas confondre cette idée de "prix" avec le cours affiché par une action, c'est-à-dire son nominal. Ce n'est pas parce que l'action d'une société vaut 1.000 euros et celle d'une autre entreprise 10 euros que la première est nécessairement plus chère en Bourse que la seconde.

L'action Berkshire Hathaway (classe A), la société d'investissement de Warren Buffett, vaut plus de 700.000 de dollars à l'heure actuelle alors que celle de Nvidia cote autour de 128 dollars. Pourtant, les débats sur la valorisation trop élevée de Nvidia sont bien plus récurrents et animés que ceux sur Berkshire Hathaway.

Le PER pour évaluer le prix

Tout cela pour dire que le prix affiché par une action ne dit pas si un titre est cher ou non. Pour cela, l'analyse boursière passe par les multiples de valorisation.

Cela revient à déterminer combien vaut une entreprise en Bourse par rapport aux résultats attendus. L'outil le plus souvent utilisé reste le PER ou "price earning ratio". Ce ratio se calcule en divisant la capitalisation boursière (la valeur de la totalité des actions) par les bénéfices attendus d'une entreprise. Ou, ce qui revient au même, en divisant son cours de Bourse par le bénéfice par action. Exemple simple: si une société a une capitalisation boursière de 5 milliards d'euros pour un bénéfice attendu en 2025 de 500 millions d'euros, son PER 2025 est de 5000/500 soit 10.

Plus le PER est élevé, plus la valorisation est (théoriquement) exigeante, puisque les investisseurs acceptent de payer davantage pour les futurs bénéfices de l'entreprise.

Quels sont alors les groupes les plus "chers" du CAC 40? Pour le déterminer, nous avons compilé les PER 2025 (le bénéfice attendu en 2025)

des 40 pensionnaires de l'indice parisien via la base de données de Factset (*). Le résultat figure dans l'infographie ci-dessous.

Notons que, comme tout multiple de comparaison, le PER a ses limites. Selon les secteurs, d'autres ratios sont parfois utilisés voire privilégiés, comme celui rapportant la valeur d'entreprise (capitaux propres et dettes inclus) au chiffre d'affaires attendu ou au résultat opérationnel attendu. Pour les banques par exemple, outre le PER, les analystes utilisent beaucoup la capitalisation boursière rapportée à la valeur comptable de la société ("tangible book value").

Des chiffres à contextualiser

Que retenir de cette infographie? Premier enseignement: ce n'est pas parce qu'une entreprise est plus "chère" qu'une autre et affiche donc un PER plus élevé, qu'elle est nécessairement un "meilleur" élève en Bourse. Kering s'échange 20,8 fois les bénéfices attendus en 2025 contre 12,7 fois pour Saint-Gobain. Pourtant

Saint-Gobain a fait partie en 2024 (+46%) comme en 2023 (+28,6%) des cinq plus fortes hausses du CAC 40, au contraire de Kering, qui a souffert ces deux dernières années (-16,1% puis -40%).

En réalité, certains secteurs affichent des multiples structurellement plus élevés que d'autres, ce qui peut dépendre par exemple de leurs perspectives de croissance. Comparer le PER de Saint-Gobain avec celui de Kering, revient, in fine, à comparer des choux et des carottes.

"Il n'est pas facile de définir ce qu'est un 'bon' ou un 'mauvais' PER. Comme beaucoup d'éléments sur les marchés financiers, il est difficile d'appliquer une règle stricte. Pour mieux comprendre la valorisation d'une société, il est conseillé de l'analyser dans le contexte de l'indice tout entier ou du secteur dans lequel elle opère", explique le courtier IG Markets.

Les secteurs très cycliques s'échangent traditionnellement avec des multiples bas. L'automobile et la banque notamment. Stellantis et Renault se situent en queue de peloton du classement du CAC 40, avec des

PER de 4,6 et 4,7, tandis que les trois banques françaises, Société Générale, BNP Paribas et Crédit Agricole SA, affichent des multiples compris entre 6 et 7. C'est aussi pour cette raison qu'Arcelormittal, qui évolue sur un secteur cyclique, la sidérurgie, figure aussi dans le bas du classement.

Les secteurs matures, comme les télécoms, l'énergie ou la distribution sont également souvent "peu" valorisés.

Teleperformance (PER de 5,3) et Edenred (13,6), ont eux connu, ces dernières années, des gros "derating", c'est-à-dire que leurs multiples boursiers se sont dégonflés et que leur PER a donc diminué. Ce parce que la perception du marché sur ces titres s'est détériorée.

Le premier a notamment pâti des craintes que l'intelligence artificielle générative bouleverse son modèle d'activité. Le second a souffert d'un léger ralentissement sur sa croissance et surtout des inquiétudes sur une évolution défavorable de la réglementation en Italie (où un texte de loi est effectivement en préparation) mais aussi en France et au Brésil.

COMMERCE INTERNATIONAL

Trump n'exclut pas l'imposition de droits de douane contre le Japon

A l'occasion de la visite du Premier ministre japonais, Donald Trump a brandi la menace de droits de douanes contre le Japon si la balance commerciale n'est pas rétablie.

Donald Trump n'a pas perdu du temps pour brandir la menace de droits de douanes en recevant vendredi le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba, qui espère toutefois dissuader le président américain de rudoyer le Japon autant que d'autres alliés traditionnels des Etats-Unis. Tokyo ne veut surtout pas être la cible d'attaques commerciales telles que celles lancées puis suspendues par le républicain de 78 ans contre le Canada, le Mexique, et sans doute bientôt contre l'Union européenne - autant de pays ou régions avec lesquels la première puissance mondiale accuse un déficit commercial. C'est aussi le cas du Japon: les Etats-Unis affichaient en 2023 un déficit de 72 milliards de dollars dans les échanges de biens avec leur partenaire asiatique, selon un pointage réalisé pour le Congrès.

Une option si la balance commerciale avec le Japon n'est pas ramenée à l'équilibre

Donald Trump a affirmé vendredi que des droits de douanes contre le Japon étaient une option si la balance commerciale n'était pas ramenée "à l'équilibre". "Je ne pense pas que j'aurai le moindre problème" à obtenir satisfaction, a assuré le président américain, assis aux côtés de Shi-

geru Ishiba dans le Bureau ovale. Ce dernier a assuré que les deux dirigeants étaient "décidés à œuvrer main dans la main pour la paix dans le monde". Le Japon doit "continuer à s'assurer de l'engagement des États-Unis dans la région, afin d'éviter tout vide de pouvoir qui mènerait à une instabilité régionale", avait-il déclaré devant le Parlement nippon le 24 janvier. Lors de ce premier sommet entre les deux dirigeants, Shigeru Ishiba pourrait proposer d'augmenter les importations de gaz naturel américain, selon les médias nippons. Cela renforcerait la sécurité énergétique d'un Japon pauvre en ressources, tout en permettant à Donald Trump, qui conçoit tout échange diplomatique comme une négociation d'affaires, de vanter une victoire économique.

Investissements japonais aux Etats-Unis

Le Premier ministre japonais pourra aussi faire valoir que son pays investit abondamment aux Etats-Unis. Le Japon était en effet en 2023 la première source d'investissements directs étrangers sur le sol américain. Encore récemment, le géant japonais des investissements technologiques SoftBank Group, dont l'exubérant patron Masayoshi

Son affiche sa proximité avec Donald Trump, s'est associé à un grand projet d'investissement dans l'intelligence artificielle aux Etats-Unis. Tous les investissements japonais ne sont toutefois pas aussi bien reçus: l'ancien président Joe Biden avait ainsi bloqué le projet de rachat amical du géant de l'acier US Steel par Nippon Steel. Donald Trump, qui avait également jugé pendant la campagne qu'US Steel devait rester sous pavillon américain, a rencontré le patron de l'entreprise jeudi à la Maison Blanche, selon un responsable américain.

Un fonds canadien va investir 20 milliards d'euros en France d'ici 2030

En marge du Sommet pour l'intelligence artificielle de Paris, Brookfield a annoncé prévoir un «méga-projet» à Cambrai. Le fonds canadien Brookfield va investir 20 milliards d'euros en France d'ici 2030 pour permettre notamment le développement de data centers, a appris l'AFP d'une source proche du dossier, confirmant une information de La Tribune Dimanche en marge du Sommet pour l'intelligence artificielle de Paris. Ces centres de données, souvent de gigantesques bâtiments conçus pour permettre l'entraînement des IA, font l'objet d'une compétition entre pays pour les accueillir. Selon La Tribune Dimanche, 15 milliards d'euros sont ainsi prévus par Brookfield pour de nouveaux data centers, «avec en tête de pont un méga-projet à Cambrai, d'une puissance maximale de 1 gigawatt». Le journal précise que cet accord a été conclu le 31 janvier entre le président Emmanuel Macron et Bruce Flatt, le patron du fonds. Les cinq autres milliards d'euros évoqués doivent être consacrés à des «infrastructures associées», comme de la production d'énergie, alors que les centres de données sont réputés pour être particulièrement énergivores.

CHINE

L'inflation redémarre avec la période du Nouvel An

L'augmentation des denrées alimentaires liées aux festivités permet à la Chine d'écarter le spectre de la déflation. Cette hausse des prix devrait toutefois être rapidement freinée après le Nouvel An, estiment les analystes. L'inflation a redémarré en Chine en janvier, selon des statistiques officielles publiées dimanche, portée par une hausse de la consommation pendant les congés du Nouvel an lunaire. L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,5% le mois dernier, après 0,1% en décembre, selon le Bureau national des statistiques (BNS). C'est le plus élevé de

puis une hausse des prix à la consommation de 0,6% en août. Il est aussi supérieur aux prévisions des analystes interrogés par l'agence Bloomberg qui tablaient sur une progression de 0,4% le mois dernier. Le Bureau des statistiques a fait état d'une hausse des prix des produits associés aux festivités, pendant lesquelles des millions de Chinois se rendent dans leur ville natale. Les prix des légumes frais ont augmenté de 2,4% en glissement annuel et le prix du porc a augmenté de 13,8%. La hausse des prix du mois dernier est « principalement due à l'augmen-

tation des prix des denrées alimentaires et des services liés au tourisme lors des congés du Nouvel An lunaire », indique Xinquan Chen, analyste chez Goldman Sachs, dans une note publiée dimanche.

Une hausse qui devrait freiner en février

« Mais cette hausse devrait freiner en février lorsque la demande saisonnière s'estompera », a déclaré M. Chen. La Chine fait face à une crise persistante du secteur immobilier, qui pèse sur le moral des consommateurs et sur les finances locales. Sa dernière période de déflation re-

monte à début 2024, avec un mois de janvier marqué par la plus forte contraction des prix à la consommation depuis 14 ans. Une situation synonyme de frein à la croissance économique et d'augmentation de la valeur réelle des dettes.

Des mois de plans de relance

Pékin a multiplié ces derniers mois les plans de relance dans l'espoir de donner un coup de fouet à l'activité pour tenter d'éloigner définitivement le spectre de la déflation. Le gouvernement a annoncé des baisses de taux d'intérêt, des assouplissements

de restrictions sur l'achat de logements, ou encore un relèvement du plafond de la dette des gouvernements locaux. Le mois dernier, les responsables politiques ont élargi un programme subventionnant l'achat d'articles ménagers courants aux ordinateurs portables et aux véhicules électriques. Pendant la période des fêtes, les ventes d'appareils électroménagers et d'équipements de communication dans les « principales entreprises de vente au détail contrôlées » ont augmenté de plus de 10% par rapport à l'année précédente, a déclaré jeudi le ministère chinois du Commerce.

SYSTÈMES DE PAIEMENTS DU TRÉSOR

Musk bloqué par la justice

Saisi par 19 Etats, le juge Engelmayer a ordonné au milliardaire proche du président Trump ainsi qu'à ses collaborateurs à la commission à l'efficacité gouvernementale de « détruire immédiatement toutes les copies du matériel téléchargé ». Alors que des collaborateurs d'Elon Musk avaient pris, il y a quelques jours, le contrôle du système de paiements du Trésor américain, un juge fédéral vient

de leur en bloquer l'accès. « La seule façon d'arrêter la fraude et le gaspillage de l'argent des contribuables est de pouvoir suivre les flux de paiement et de bloquer les transactions suspectes pour les examinés », avait justifié, sur X (ex-Twitter), le milliardaire proche de Donald Trump. Une initiative que les élus démocrates avaient aussitôt qualifiée d'extrêmement dangereuse et sur laquelle le juge Engel-

mayer vient de statuer dans le cadre d'une ordonnance de référé. La commission à l'efficacité gouvernementale, « tous les agents spéciaux du gouvernement » ainsi que « tous les employés gouvernementaux détachés par une agence extérieurs au Trésor » sont désormais interdits d'accès à ces données. En vigueur jusqu'à une audience prévue le 14 février, cette ordre stipule également

que toute personne ayant accédé aux données des archives du ministère des Finances depuis l'investiture de Donald Trump le 20 janvier doit « détruire immédiatement toutes les copies du matériel téléchargé ». Cette décision fait suite à un signalement de procureurs de 19 Etats, estimant que la nouvelle administration avait violé la loi en élargissant l'accès aux données sensibles du Trésor.

ITALIE

Le moral des entreprises continue à remonter en janvier

Le moral des entreprises italiennes a continué à s'améliorer en janvier, retrouvant pour la première fois le niveau enregistré en avril 2024, a indiqué mercredi l'Institut national de la statistique (Istat). L'indice des entreprises est ainsi passé de 95,3 en décembre à 95,7 en janvier. La confiance des entreprises a augmenté dans l'industrie manufacturière (de 85,9 à 86,8) et dans la construction (de 100,9 à 104,2). A l'inverse, leur moral s'est détérioré dans les services marchands (de 99,6 à 99) et dans le commerce de détail (de 106,9 à 106,5). Parallèlement, la confiance des consommateurs est repartie à la hausse après trois mois de baisse, l'indice passant de 96,3 à 98,2. Leur jugement sur le contexte économique augmente de 96,1 à 101,3 et celui sur le futur de 93,3 à 96,1. La perception de leur situation personnelle remonte de manière moins prononcée (de 96,4 à 97,1), tout comme celle du présent (de 98,6 à 99,8).

La Skoda Superb iV dépasse les 100 km d'autonomie en électrique



La version hybride rechargeable de la grande berline tchèque fait son retour dans cette nouvelle génération. Au menu, une puissance de 204 ch et la possibilité de rouler 136 km sans brûler une goutte d'essence. Commercialisée depuis avril 2024, la quatrième génération de Superb a droit à une nouvelle déclinaison iV, c'est-à-dire hybride rechargeable. La chaîne de traction est nouvelle puisqu'elle embarque un bloc thermique quatre cylindres 1.5 de 150 ch, associé à un électromoteur de 85 kW (soit 116 ch) et 330 Nm de couple. La puissance cumulée devient inférieure à l'ancien modèle avec 204 ch contre 218 ch.

En revanche, elle met l'accent sur la batterie puisqu'elle passe de 13 à 25,7 kWh pouvant désormais revendiquer une autonomie de 136 km (45 km jusqu'ici). À noter que cette iV profite d'un chargeur embarqué d'une puissance de 11 kW et accepte la recharge rapide jusqu'à 50 kW. Il est ainsi possible de passer de 10 à 80 % en 26 minutes.

Cette batterie prend toutefois de la place. Le coffre, cubant 645 litres sur les autres versions, n'atteint plus que 486 litres (1 635 l banquette rabattue). Dans l'absolu, cette valeur reste très respectable.

La Superb iV arrivera en concession au cours du deuxième trimestre 2025 et nécessitera de signer un chèque de 53 020 € minimum. Comme toujours, le tarif est bien placé puisqu'une Volkswagen Passat eHybrid est facturée 52 790 € alors que son autonomie électrique est moindre.

RAPPELS AUTOMOBILES

Le numéro de série VIN est votre meilleur ami

Pour savoir si votre voiture est concernée par un rappel automobile, la marque, le modèle et la date de commercialisation ne suffisent pas. Vous aurez aussi besoin d'une information plus méconnue : le numéro de série, aussi appelé VIN.

Dans l'automobile, le vin est une boisson dont il faut savoir se méfier. Mais le VIN, en majuscules, est toujours un allié. Cet acronyme désigne en effet le numéro de série de votre véhicule, ou Vehicle Identification Number en anglais. Il se compose de 17 caractères alphanumériques en Europe et permet de distinguer votre voiture de toutes les autres. Même si votre voisin a exactement le même modèle et la même version, options incluses, il n'aura jamais le même VIN.

Un code riche en informations

Impossible à décrypter pour un non-initié, ce code comporte pourtant de nombreuses informations, à l'image de votre code de sécurité sociale. En s'aidant de leurs logiciels, les constructeurs peuvent y trouver l'usine dans laquelle votre véhi-

cule a été fabriqué, sa date exacte de production ou encore son équipement précis. Or c'est justement ce qu'il leur faut pour savoir si votre voiture est concernée ou non par un rappel. Tous les outils en ligne mis à votre disposition par un nombre croissant de marques pour savoir si votre voiture est concernée par une opération de retour en atelier vous demanderont donc le VIN. C'est même la seule information nécessaire. Mais vous aurez aussi besoin du numéro de série si vous préférez appeler le service client ou s'il n'existe pas ce type de page Internet chez le constructeur de votre voiture.

Comment retrouver votre numéro de série ?

Il est donc important de savoir où retrouver ce code si précieux. Pour cela, le plus simple reste de regarder votre carte grise. Vous y trouverez le VIN à la lettre E. Il fi-

gure aussi obligatoirement quelque part sur votre véhicule, à différents endroits. Le plus souvent, il est apposé bien en évidence à la base du pare-brise, côté conducteur. Ce n'est toutefois pas systématique et il faudra parfois chercher davantage. Le manuel de bord de votre voiture peut vous aider dans cette tâche. Enfin, ce numéro de série est aussi indiqué sur le procès-verbal de contrôle technique. Ce dernier peut même signaler s'il y a une différence entre le VIN présent sur le véhicule et celui qui est renseigné sur la carte grise. Voilà qui peut aider à découvrir une éventuelle erreur de frappe des services administratifs ou, pire, un maquillage de véhicule volé. Dans les deux cas, il faudra accomplir des démarches afin d'éclaircir cette situation inconfortable et de tenter de corriger ça au plus vite.

Citroën Ami Caselani : l'esprit Type H

Le carrossier italien Caselani a développé un kit carrosserie qui permet de donner un look vintage inspiré des camionnettes mythiques de la marque aux chevrons.

L'Ami et l'Ami Buggy sont trop classiques pour vous, mais pas suffisamment « classic » ? Allez donc flâner du côté de l'Italie et plus particulièrement chez le carrossier Caselani pour trouver votre bonheur. À l'occasion du salon Rétromobile de Paris, l'officine a présenté son interprétation vintage de la petite Citroën Ami. À l'instar du Berlingo façon 2CV Fourgonnette ou du Jumpy déguisé en Type H, la microvoiture électrique reçoit une carrosserie entièrement revue qui arbore les gimmicks typiques des utilitaires d'antan de Citroën. On retrouve les phares/feux ronds qui ressortent nettement,



la face avant « trapézoïdale » avec une « calandre » rectangulaire au contour chromé et flanquée d'un double chevron monumental. Les ailes, les

flancs et la proue sont marqués par des stries qui rappellent la tôle des Type H produites entre 1947 et 1981. La Caselani Type Ami est donc

née de la collaboration entre le carrossier italien et le Centre de Style Citroën. Dans l'habitacle, rien ne change

Sur le plan technique, rien ne change avec le moteur électrique de 6 kW/8 ch associé à une batterie de 5 kWh pour une masse inférieure à 500 kg. La microvoiture reste limitée à 45 km/h et avance toujours une autonomie de 70 km.

En termes de prix, la transformation est proposée sous forme de kit à 5000 € applicable sur les Citroën Ami déjà vendues. Caselani précise toutefois que seul un modèle « complet », donc neuf, est commercialisé en France (nous n'avons pas encore de réponse pour la Belgique) au prix de 13.900 €. Chez nos voisins français, la Caselani Type Ami sera distribuée par Méhari Evasion.

VOITURES ÉLECTRIQUES

Pourquoi le pot d'échappement pourrait signer son grand retour

Le groupe Stellantis a déposé un brevet de pot d'échappement permettant à ses voitures électriques de se prémunir des risques d'incendie. S'il y a bien un élément qui permet de différencier, à coup sûr, une Peugeot 208 d'une e-208, ou tout autre modèle thermique de son alter ego électrique, c'est bien la présence, ou pas, d'un pot d'échappement à l'arrière. Pourtant, il se pourrait bien que le système même de l'échappement ne soit pas crucifié sur l'autel du véhicule à batterie. Au contraire, il pourrait signer son retour, à en croire des brevets

récemment déposés. On ne parle pas là de ces voitures électriques, souvent sportives, qui cherchent à émettre un son d'échappement (Abarth 500e, future BMW M3 électrique ou encore première Ferrari zéro émission). Non, le but ici serait véritablement de permettre à certains gaz de s'échapper, et de réduire le risque d'incendie des batteries.

Neutraliser les gaz nocifs

C'est à Stellantis que l'on doit ce projet déposé à l'Office des brevets et des marques des États-



Unis, et repéré par nos confrères de Green Car Reports. L'idée ici serait d'évacuer les gaz inflammables générés par une batterie

en surchauffe avant qu'ils ne risquent d'effectivement prendre feu. En réalité, il ne s'agirait pas complètement d'un « pot d'échap-

pement » comme on peut le connaître, mais d'une sorte de tuyau conçu pour ventiler les gaz hors du pack de batteries. Par ailleurs, dans le brevet, on peut voir plusieurs zones de traitement qui permettent de traiter chimiquement et d'éliminer, ou au moins réduire, les gaz les plus nocifs avant qu'ils ne soient expulsés. Pour rappel, actuellement, les batteries de la plupart des véhicules électriques sont hermétiquement fermées, avec des systèmes de refroidissement liquide, le tout étant contrôlé par le système de gestion de la batterie.

AVEC UNE ENVELOPPE RECORD DE 100 MILLIARDS POUR L'IA EN 2025 Amazon dépasse Microsoft et Google

Amazon frappe un grand coup dans la course à l'intelligence artificielle. Le géant prévoit d'investir 100 milliards de dollars en 2025, dépassant largement ses rivaux Microsoft et Google.

L'annonce intervient à quelques semaines de la refonte générative d'Alexa, prévue fin février. Andy Jassy, PDG d'Amazon, justifie cet effort financier par « une opportunité unique en son genre » dans le domaine de l'IA. Les dépenses consacrées à Amazon Web Services (AWS) représenteront l'essentiel de cet investissement, selon les déclarations aux investisseurs.

Une course aux budgets sans précédent

Avec 100 milliards de dollars prévus en 2025, Amazon surpasse de loin les enveloppes de ses principaux concurrents. Microsoft table sur 80 milliards, tandis que Google annonce 75 milliards. Cette différence s'explique par la domination actuelle d'AWS, qui détient 33 % des parts du marché du cloud, contre 20 % pour Azure et 10 % pour Google Cloud. Les dépenses d'Amazon incluront des centres de données, des puces dédiées (Trainium2) et des infrastructures réseau. Près de 11 milliards sont déjà engagés pour un complexe en Géorgie. « La majorité de ces investissements servira à développer l'IA pour AWS », a précisé Jassy lors de la conférence résultats. Les analystes soulignent un paradoxe : malgré des revenus en hausse de 11 % sur l'année 2024 (638 milliards de dollars), l'action Amazon a chuté de 4 % après l'annonce. Les marchés s'inquiètent des retours sur investissement dans un secteur où les modèles rivaux, comme le chinois DeepSeek, promettent des coûts réduits.

AWS, pierre angulaire de la stratégie IA

Avec 19 % de croissance annuelle, AWS reste le moteur financier du groupe. La



division cloud représente 15 à 17 % du chiffre d'affaires total. Son succès repose sur une offre technique diversifiée : modèles maison (Nova), marketplace de modèles tiers (Bedrock), et outils pour développeurs (SageMaker).

Les investissements massifs répondent à une demande explosive. « Nous avons des contraintes de capacité », reconnaît Jassy. Les serveurs UltraServer et le projet Rainier, un supercalculateur dédié à l'entraînement de modèles, illustrent cette course à la puissance. Cette stratégie s'accompagne d'un virage vers du silicone propriétaire. Les puces Trainium2, présentées comme 30 à 40 % plus efficaces que les GPU standards, attirent déjà des clients comme Anthropic, derrière l'intelligence artificielle Claude. Un partenariat straté-

gique renforcé par un investissement dans la startup.

Alexa, vitrine grand public d'une ambition industrielle

La refonte imminente d'Alexa en agent conversationnel autonome s'inscrit dans cette dynamique. Basée sur les modèles Claude d'Anthropic, elle promet des réponses en moins de 2 secondes et un taux d'hallucinations « proche de zéro ». Un défi technique relevé après 1,2 million de tests automatisés. Cette transformation s'accompagne d'un nouveau modèle économique. La version premium (Remarkable Alexa), entre 5 et 10 dollars mensuels, devra séduire 14 millions d'abonnés pour rentabiliser les investissements. Un pari

risqué : 68 % des utilisateurs actuels refusent de payer pour des fonctions « avancées ».

Si Amazon mise sur un « effet de levier à moyen terme », certains experts pointent les risques d'une surenchère financière. Les plus de 300 milliards de dollars cumulés par les GAFAM en 2025 creusent l'écart avec les acteurs moins dotés.

La concurrence avec la Chine et l'annonce du projet Stargate ajoutent une couche géopolitique. L'émergence de DeepSeek, capable de produire des modèles rivaux à moindre coût, pourrait redistribuer les cartes. Pour Jassy, il s'agit cependant d'un « moment Sputnik » : un catalyseur qui accélérera l'innovation plutôt qu'une menace directe.

Une cyberattaque pourrait-elle être la cause de la panne du PlayStation Network ?

La panne massive qui touche le PlayStation Network depuis hier soir pourrait-elle avoir été causée par des actes malveillants ? L'hypothèse se renforce dans la communauté de joueurs, mais surtout par le manque de communication de Sony, qui n'a pour le moment rien indiqué concernant les investigations en cours. Pour l'instant, Sony n'a pas communiqué sur l'origine exacte de la panne du PSN, ce qui laisse place à plusieurs hypothèses, dont celle d'une cyberattaque. On vous dit ce qu'il en est de la situation et pourquoi un acte de piratage pourrait, probablement, être derrière cette panne majeure.

Les causes probables de la panne

Certains experts s'avancent déjà sur les origines de la panne. Plusieurs causes sont évoquées, notamment celle d'une erreur humaine, d'une mise à jour qui



se serait mal déroulée, d'un problème technique plus sérieux, ou encore celle d'une surcharge sur le réseau. L'hypothèse de la cyberattaque gagne également en ampleur au fil des heures. Voici pourquoi :
- Aucune maintenance prévue : une panne de cette ampleur, sans annonce préalable, peut être le signe d'un incident imprévu, comme une attaque

DDoS (par déni de service).
- Durée anormalement longue : une panne classique est généralement résolue en quelques heures. Ici, l'interruption dure déjà plusieurs heures, ce qui peut indiquer un problème plus sérieux.
- Précédents chez Sony : le PSN a déjà été la cible de cyberattaques, notamment en 2011 (vol de données de 77 millions de

comptes) et en 2014 (attaque DDoS par le groupe Lizard Squad).
- L'absence de communication : Sony reste silencieux sur l'origine du problème et n'a pas encore clarifié la situation, ce qui peut être vu comme l'aveu d'une situation plus complexe et délicate que prévu.

Piratage du PSN en 2011 : une cicatrice encore fraîche

En avril 2011, Sony a subi l'une des plus grandes cyberattaques de l'histoire du jeu vidéo, forçant l'entreprise à désactiver entièrement le PlayStation Network (PSN) pendant 23 jours, du 17 avril au 15 mai. Cette attaque a eu un impact majeur sur des millions de joueurs et a mis en lumière de graves failles de sécurité chez Sony. Des hackers inconnus ont réussi à s'infiltrer dans les serveurs du PSN, compromettant les données personnelles de 77 millions

d'utilisateurs. Sony n'a détecté l'intrusion que le 19 avril et a immédiatement coupé l'accès au service pour enquêter. Officiellement, Sony n'a jamais désigné de coupable. Cependant, plusieurs indices pointaient vers le groupe de hackers Anonymous, qui s'était opposé à la politique de Sony concernant le piratage de la PS3 et aux poursuites judiciaires engagées contre George Hotz (GeoHot), un hacker ayant réussi à jailbreaker la console, le groupe a toutefois toujours nié être à l'origine de l'attaque. Suite au scandale médiatique qui s'est ensuivi et aux poursuites judiciaires aux États-Unis et en Europe, cette affaire a conduit à un renforcement de la politique de sécurité chez Sony. Les joueurs avaient également été dédommagés par le biais d'un programme offrant plusieurs jeux et un abonnement PS Plus d'un mois.

Mots fléchés

Engagés de force (deux mots) Balourdise		Diffamer Perroquets		Poison Jeune gentil-homme		Hasardât		Il faut le battre pendant qu'il est chaud Sauvez nos âmes		Devancé		Manteau de laine	
										Ville de carnaval Vriller			
Roulas en cercles Approba-tions						Artère Lettres pieuses						Fromage corse à pâte molle à croûte lavée	
										Affection de la peau			
Rigoleron Ville du Maroc							Fin de messe	Entrave Barricadée					
			Deux romain Metal obtenu artificiel-lement			Égouttoir Pronom personnel				Teenager			Programme
État habituel		Yogi								Rivière du Congo			
					Télévisions europé-ennes Université américaine					Courroux		Club de football Texte de lois	
Sculpteur et peintre français (Zacharie)		Liquides Réparti-tions du courrier					Aliment sucré Peinas					L'Estonie en VO	
						Tassées Parole de Dieu							
Profane	Vient de rire Frère de Moshé			Encensée						Gaz à effet de serre			
				Perroquet grimpeur Bois très dur				Pris					
Continent Valeur refuge					Enzyme					Autorité à la télé	Service pour l'effort de guerre, allemand Alterner les cultures		
		Ombrée Chants d'oiseaux					Repu	Alliage de plomb et d'étain					
Grand arbre Recueil plaisant					Abandonna Coutumes							Considé-ration	Demeurée
			On en tombe (des) Brillé					Quatre-pieds en or ou en argent Chiffre					
Empereur français	Parties molles Avili					Connu Sur une plaque batave				Département français			
				Petit d'un équidé						Parts Gris foncé			
Fait Offense				Colle végétale				Glorifie Période					
						Fourrure					Devant l'avocat		
Baie du Japon				Attentions						Général confédéré			

Le président de la République décerne la médaille "El Achir" de l'ordre du mérite national au ministre de l'Habitat

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, récipiendaire de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang "Sadr", a décerné la médaille de l'Ordre du mérite national au rang "Achir" au ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, M. Mohamed Tarek Belaribi, pour ses efforts constructifs dans la promotion de ce secteur vital, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. La cérémonie s'est déroulée au Palais d'El Mouradia, en présence du "Premier ministre, du directeur du Cabinet à la présidence de la République, du secrétaire général à la présidence de la République, ainsi que de nombre de conseillers à la présidence de la République et des membres du Gouvernement, a conclu le communiqué.

Le président de la République préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi régissant les activités minières, aux nouvelles mesures liées à la retraite des enseignants et professeurs d'éducation nationale et à des exposés se rapportant à d'autres secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi régissant les activités minières et à des exposés sur les mécanismes de prise en charge des femmes victimes de violence et les nouvelles mesures liées à la retraite des enseignants et professeurs d'éducation nationale ainsi que la situation des sports collectifs et du sport d'élite", lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

ALGÉRIE TÉLÉCOM Lancement d’une caravane de sensibilisation sur les dangers liés aux réseaux sociaux

Algérie Télécom a annoncé le lancement d'une caravane de sensibilisation dédiée à la prévention aux dangers liés à l'utilisation des réseaux sociaux. Cette caravane de sensibilisation, lancée en collaboration avec l'Institut national de recherche en éducation (INRE), cible plus particulièrement les adolescents âgés de 13 à 15 ans, "une tranche d'âge souvent exposée aux risques de contenus inappropriés pouvant porter atteinte à leur sensibilité affectant ainsi leur bien-être psychologique", précise un communiqué rendu public dimanche par Algérie Télécom. Le coup d'envoi de cette campagne a été donné samedi conjointement par le ministre de la Poste et des Télécommunications et celui de l'Education nationale, en présence du Président-directeur général d'Algérie Télécom, ainsi que des responsables d'organismes publics. La caravane a pour mission d'"informer et sensibiliser les jeunes aux bonnes pratiques à adopter pour naviguer en toute sécurité sur les réseaux sociaux", note Algérie Télécom, ajoutant que cette initiative "abordera des thématiques essentielles, telles que la prévention du harcèlement en ligne et l'identification des fake-news". Dans cette optique, la caravane sillonnera plusieurs régions du pays où des ateliers pédagogiques interactifs seront organisés pour accompagner les jeunes à la compréhension des enjeux liés à l'utilisation quotidienne des réseaux sociaux. Algérie Télécom réaffirme ainsi son "engagement citoyen en faveur de la protection des jeunes utilisateurs des réseaux sociaux, en les accompagnant vers une utilisation plus sûre et plus responsable".

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 10 février 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES L'A SOULIGNÉ DEPUIS BEYROUTH

L’Algérie demeurera indéfectiblement aux côtés du Liban

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf a affirmé, dimanche à Beyrouth, que l'Algérie demeurera indéfectiblement aux côtés du Liban en cette phase délicate de son histoire. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République libanaise, M. Joseph Aoun, dans le cadre de sa visite officielle en sa qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Attaf a félicité le président libanais pour son élection ainsi que pour l'achèvement des procédures de formation du gouvernement libanais, souhaitant à ce dernier, au nom de l'Algérie, plein succès et

réussite. Le Liban traverse une phase délicate de son histoire, marquée par le renforcement de ses institutions, la relance de son économie et le rétablissement de la sécurité, a-t-il souligné, affirmant qu'à chacune de ces étapes "l'Algérie ne peut que demeurer indéfectiblement aux côtés du Liban". M. Attaf a indiqué avoir remis au Président libanais une lettre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et lui a transmis ses salutations fraternelles et renouvelé ses félicitations à l'occasion de son élection à la présidence de la République libanaise, tout en lui souhaitant plein succès dans l'accomplissement ses hautes fonctions. La mission dont il a été investi s'inscrit dans le cadre du "soutien indéfectible de l'Algérie au Li-

ban, quelles que soient les circonstances", a-t-il souligné. Le ministre a dit avoir évoqué avec le Président libanais les relations bilatérales et convenu de la nécessité de les relancer, de leur insuffler une nouvelle dynamique et d'élargir leur contenu. Les deux parties ont discuté également de la qualité de membre (non permanent) de l'Algérie au Conseil de sécurité et sa disposition à accompagner le Liban dans tout ce qui a trait au dossier libanais au sein du Conseil. Les deux parties ont abordé aussi les prochaines échéances arabes et convenu de la nécessité d'une coordination étroite et d'une concertation constante et régulière entre l'Algérie et le Liban, pour contribuer au succès de ces échéances, a-t-il ajouté.

CÉRÉALES

La demande mondiale en hausse de 0,9 % en 2024-2025

La demande mondiale de céréales devrait atteindre 2.869 millions de tonnes en 2024-2025, en hausse de 0,9 % par rapport à la campagne précédente (2023-2024), selon les prévisions de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), publiées sur son site web. Cette progression est principalement

attribuée à l'augmentation de la demande de maïs destiné à l'alimentation du bétail, précise la FAO. La consommation mondiale de blé devrait se maintenir à 797,2 millions de tonnes, tandis que celle de riz est attendue en hausse de 1,9 %, atteignant un record de 537,2 millions de tonnes, portée par une demande accrue dans plusieurs pays africains.

La demande de céréales secondaires, majoritairement utilisées dans l'alimentation animale, est estimée à 1.535 millions de tonnes, soit une progression de 1,0 % par rapport à 2023-2024. Concernant les stocks mondiaux de céréales à la fin des campagnes de 2025, la FAO prévoit une baisse de 7,8 millions de tonnes, les ramenant à 866,6

millions de tonnes, soit un recul de 2,2 % par rapport aux niveaux d'ouverture. Malgré ce repli, le rapport stocks/utilisation des céréales devrait se situer à 29,8 %, un niveau jugé confortable, bien qu'en léger retrait par rapport à 2023-2024, où il s'établissait à 30,9 %, selon la même source.

STOCKAGE DES CÉRÉALES À OUM EL BOUAGHI

Neuf dépôts de proximité livrés au 1^{er} semestre de l’année en cours

Au total, 9 dépôts de proximité pour le stockage de céréales, en réalisation dans plusieurs communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi, seront réceptionnés "avant la fin du 1er semestre 2025", a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des équipements publics. Le chef du service de gestion et de suivi des opérations, Sofiane Hassini, a précisé à l'APS que ces équipements,

inscrits dans le cadre d'un "programme spécial" et dont la construction avait été entamée en novembre 2024, sont répartis sur les communes de Boughrara-Saoudi, de Bir Chouhada, d'Ain Babouche, d'el Djazia, d'Ain M'lila, de Ksar Sbihi, d'Ain Zitoun, de Hanchir-Toumghani et de Fkirina. Le taux d'avancement des travaux de réalisation de ces structures de stockage, d'une capacité,

chacune, de 5.000 tonnes, est actuellement de l'ordre de 10%, selon le même responsable qui a ajouté que le coût global de ces projets "dépasse les 2,276 milliards de dinars". M. Hassini a également fait savoir que ces structures de proximité sont dotées d'installations administratives, de réservoirs d'eau, d'équipements de pesage et autres accessoires.

APN

Journée d’étude sur «Le cancer en Algérie» mardi prochain

Une journée d'étude sur "le cancer en Algérie : état et perspectives de prise en charge" sera organisée, mardi prochain, par l'Assemblée populaire nationale (APN), au cours de laquelle les meilleures stratégies pour l'amélioration de la prise en charge médicale, psychologique et sociale du patient seront évoquées, indique dimanche un communiqué de la chambre basse du Parlement.

La journée d'étude intervient dans le cadre des efforts visant à mettre en lumière les défis sanitaires actuels et à examiner les meilleurs moyens de prise en charge des patients, précise le communiqué. Elle se veut également une opportunité d'échange d'expertises entre les différents acteurs dans le domaine sanitaire pour formuler des recommandations pertinentes à même de relever ce défi sanitaire important.

La journée d'étude sera également marquée par des interventions de médecins et d'experts sur les récentes statistiques sur la propagation de cette maladie, ainsi que sur les défis auxquels fait face le secteur sanitaire dans sa lutte, outre les meilleures stratégies pour l'amélioration de la prise en charge médicale, psychologique et sociale des patients, conclut le communiqué.